

Les statistiques structurelles de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011

Sommaire

1. Introduction	4
2. Profil structurel de l'économie marchande non financière	4
3. Tableaux de bord de l'économie marchande non financière	30
4. Sources et méthodes	32
5. Liste des tableaux et graphiques	37
6. Pour en savoir plus	40

Impressum

Responsable de la publication
Dr Serge Allegrezza

Coordination et rédaction
Lucia Gargano
Georges Zangerlé

STATEC
Institut national de la statistique
et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L - 1468 Luxembourg-Kirchberg

Téléphone	247 - 84219
Fax	46 42 89
E-mail	info@statec.etat.lu
Internet	www.statec.lu

Table des matières

Les statistiques structurelles de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011*

1. Introduction	4
2. Profil structurel de l'économie marchande non financière	4
2.1 Population des entreprises actives	5
2.2 Main-d'œuvre	12
2.3 Mesure du niveau de l'activité	16
2.4 Création de valeur ajoutée	18
2.5 Structure des marges	21
2.6 Productivité du travail	28
3. Tableaux de bord de l'économie marchande non financière	30
4. Sources et méthodes	32
4.1 Base légale et utilisations	32
4.2 Collecte des données	32
4.3 Autres aspects qualitatifs des SSE	36
5. Liste des tableaux et graphiques	37
6. Pour en savoir plus	40
6.1 Publications antérieures	40
6.2 Règlements communautaire actuellement en vigueur	40

* Rédaction et coordination: Lucia Gargano, Georges Zangerlé

1. Introduction

L'objectif des statistiques structurelles sur les entreprises (ci-après dénommées « SSE ») est de mettre à disposition des statistiques communautaires annuelles harmonisées et comparables sur la structure, l'activité, la compétitivité et la performance des entreprises productrices de biens et de services marchands dans l'Union européenne.

Avec leurs indicateurs de nature très variée, les SSE enrichissent les analyses financières individuelles par une vue agrégée (benchmark) tout en offrant aux utilisateurs de statistiques macro-économiques une ventilation plus détaillée par branche d'activités que les comptes nationaux. Les SSE complètent les statistiques à court terme, qui présentent l'aspect conjoncturel de l'économie sous la forme d'indices. Ainsi, faut-il considérer les SSE comme un maillon entre les analyses micro-économiques, les indices conjoncturels et les indicateurs macro-économiques, et non pas comme leur substitut.

Les SSE sont ventilées par activité économique, par classe de taille d'emploi et par pays d'origine de contrôle. Pour des raisons de volume, le bulletin se limite à présenter les SSE au niveau de détail suivant: industrie, construction, commerce et services non financiers. Le lecteur intéressé par un plus grand détail pourra consulter les SSE disponibles sur le Portail des statistiques¹, qui couvrent le niveau le plus détaillé de la nomenclature statistique des activités économiques NACE.

2. Profil structurel de l'économie marchande non financière

Sur le plan communautaire, les SSE sont établies pour un champ qui est défini par rapport à la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév.2. Pour les entreprises exerçant plusieurs activités, le code NACE se réfère à l'activité principale, c'est-à-dire celle qui génère le plus de valeur ajoutée² au sein de l'entreprise.

Ce bulletin présente les SSE de l'économie marchande non financière, c'est-à-dire l'industrie, la construction, le commerce et les services non financiers. Sont exclus les activités agricoles, les activités financières et d'assurance ainsi que toutes les activités non marchandes.

L'interprétation du concept d'activité économique marchande repose sur les principes du Système européen des comptes (SEC). Selon les paragraphes 3.19 et 3.37 du référentiel SEC 2010, « pour être classée comme producteur marchand, l'unité institutionnelle doit couvrir au moins 50 % de ses coûts de production par le produit de ses ventes, de manière continue sur plusieurs années. [...] Les coûts de production correspondent à la somme de la consommation intermédiaire, de la rémunération des salariés, de la consommation de capital fixe, des autres impôts sur la production et des coûts de capital.»

Dans le règlement communautaire qui régit les SSE, les activités financières sont « traitées séparément du fait de leur nature spécifique. »³

¹ cf. Portail des statistiques, Entreprises, Données générales

² En absence d'informations sur la valeur ajoutée par segment d'activités, on peut avoir recours à des approximations par l'emploi ou le chiffre d'affaires. Pour en savoir plus, cf. Publications antérieures: STATEC, [Nomenclature d'activités NACELUX Rév.2](#), chapitre 3, Règles de classement des activités et des unités

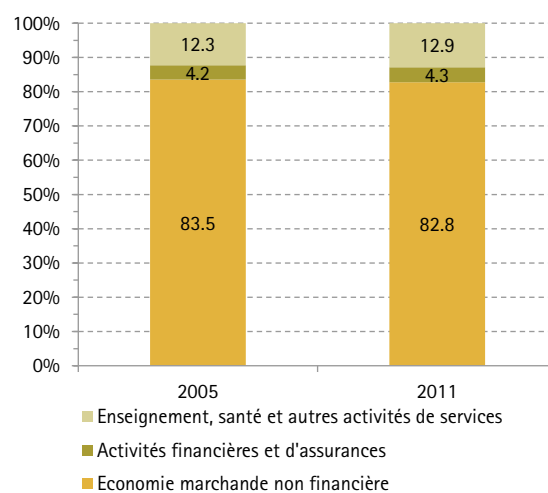
³ cf. Commission européenne, Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises, Introduction, [Quels secteurs économiques les SSE couvrent-elles ?](#)

2.1 Population des entreprises actives

2.1.1 Le poids de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise

Une entreprise est considérée comme active lorsqu'elle a « soit réalisé un chiffre d'affaires, soit occupé des salariés, à un moment quelconque de la période de référence, même pendant une période limitée. »² Le nombre d'entreprises actives de l'économie luxembourgeoise dans son ensemble est disponible dans les statistiques relatives à la démographie des entreprises.¹ L'économie marchande non financière est un sous-ensemble de l'économie totale et représente 82.8% des entreprises actives sur le territoire national en 2011 (2005 : 83.5%), alors que les activités financières et d'assurances ne représentent que 4.3% des entreprises (2005: 4.2%).

Graphique 1: Le poids de l'économie marchande non financière (en % du nombre d'entreprises actives) dans l'économie luxembourgeoise* en 2005 et en 2011



Sources: STATEC, démographie des entreprises
* en dehors des activités agricoles

Que faut-il entendre par entreprise ?

Dans le système statistique européen, l'entreprise est définie comme étant « la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut correspondre à une seule unité légale. »* L'existence d'une comptabilité complète au sein de l'entreprise constitue une autre condition.

Le fait qu'une entreprise peut être constituée d'une ou de plusieurs unités légales diffère de l'optique du Code de commerce**, où l'entreprise aux fins de la tenue d'une comptabilité se limite a priori à l'unité légale. Or, une personnalité juridique distincte n'est pas à elle-seule suffi-

sante pour établir la condition de l'autonomie de décision. Ainsi, la population des SSE est composée d'une part d'unités légales qui fonctionnent de façon autonome et d'autre part d'unités légales qui font partie d'entreprises voire de groupes d'entreprises (dépendance juridique).

En France, le recours systématique à la définition du règlement communautaire n'a été décrété qu'en décembre 2008, en particulier pour les entreprises filiales d'un groupe d'entreprises. Une étude récente de l'Insee conclut que « la définition [communautaire], qui s'appuie sur des critères économiques, [...] a pour conséquence de réaffecter aux entreprises industrielles leurs filiales tertiaires. Les répartitions sectorielles de la valeur ajoutée [...] sont ainsi modifiées au profit de l'industrie. »***

* cf. section III, point A, de l'annexe du règlement (CEE) N° 696/93 du Conseil du 15 mars 1993 relatif aux unités statistiques. A noter que l'unité légale réfère aux personnes physiques et morales, et se caractérise par sa personnalité juridique propre et distincte.

** cf. article 8 du Code de Commerce, Livre 1^{er} Du commerce en général, Titre II. – Des livres de commerce

*** cf. Insee, [Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait](#), Insee première n° 1399, mars 2012

¹ cf. Portail des statistiques, Entreprises, Données générales, Population d'entreprises actives, [Population des entreprises actives par branche \(NACE Rév. 2\) \(nombre, parts relatives, évolution\) 2003 - 2011](#)

² cf. annexe I, sous codes 11 11 0 et 11 91 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises. Les entreprises sans chiffre d'affaires et sans emploi ne sont pas dans le champ des SSE

L'Insee recommande de définir l'entreprise à partir des segments opérationnels dans le cas des groupes d'entreprises.

Au Statec, l'implémentation de la définition de l'entreprise dans les SSE remonte à l'année de référence 2003. La grande majorité des entreprises au Luxembourg correspondent à l'unité légale. Les cas de figure les plus récurrents qui conduisent au regroupement d'unités légales pour constituer l'entreprise sont les suivants:

- les structures visant à séparer les activités immobilières (c.-à-d. location des immeubles) de l'activité principale (par exemple, un hôtel, un supermarché,

etc.) tout en les gardant sous le toit d'un même groupe d'entreprises ;

- les structures dans lesquelles une entité résidente du groupe d'entreprises effectuée à titre d'activité exclusive des services de support ou de gestion pour le compte d'une seule autre entité résidente du groupe.

Ce n'est que pour peu de groupes que l'entreprise est définie par rapport aux segments opérationnels.

2.1.2 Les activités économiques de l'économie marchande non financière

En 2011, 59.8% des entreprises de l'économie marchande non financière exercent leurs activités dans le domaine des services non financiers, 25.6% dans le commerce, 11.3% dans la construction et seulement 3.3% dans l'industrie.

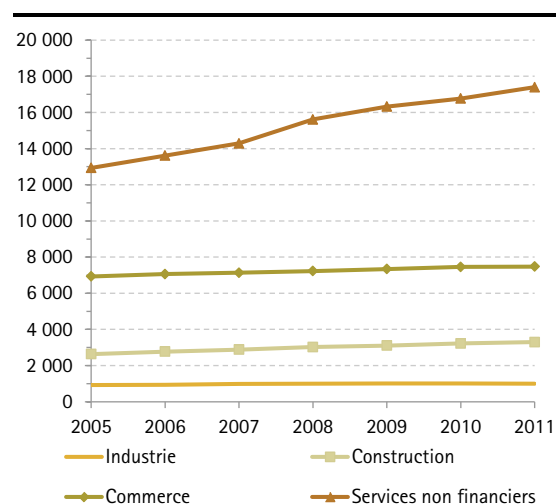
Tableau 1: Le nombre d'entreprises de l'économie marchande non financière¹ en 2011

Activité économique (code NACE Rév.2 entre parenthèses)	Nombre d'entreprises	Part (en %)
Industries (B à E)	993	3.3
Industries extractives (B)	10	0.0
Industrie manufacturière (C)	851	2.9
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D)	68	0.2
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution (E)	64	0.2
Construction (F)	3 300	11.3
Commerce; réparation d'automobiles et de transports (G)	7 473	25.6
Services non financiers (H à N, y compris S95)	17 399	59.8
Transports et entreposage (H)	964	3.3
Hébergement et restauration (I)	2 867	9.9
Information et communication (J)	1 844	6.3
Activités immobilières (L)	2 816	9.7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M)	7 090	24.3
Activités de services administratifs et de soutien (N)	1 704	5.9
Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (O)	114	0.4
Total de l'économie marchande non financière	29 165	100.0

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Sur la période de 2005 à 2011, le nombre d'entreprises a augmenté modérément dans l'industrie et le commerce (respectivement 1.2% et 1.3% par an) et significativement dans la construction et les services non financiers (respectivement 3.8% et 5.1% par an). Le taux de variation moyen toutes branches confondues est de 3.7% par an sur la même période.

Graphique 2: Le nombre d'entreprises par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

¹ A l'heure actuelle, les SSE ne couvrent pas l'enseignement (section P), la santé humaine et l'action sociale (section Q), les arts, spectacles et activités récréatives (section R), les activités des organisations associatives (S94), ainsi que les autres services personnels (S96).

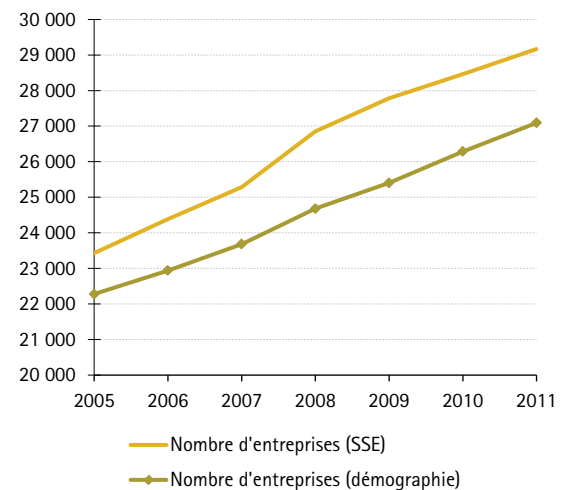
Le nombre d'entreprises dans les SSE diverge de celui dans la démographie des entreprises

Le nombre d'entreprises connaît des différences significatives entre les SSE, qui sont établies en combinant données d'enquêtes et sources administratives, et la démographie des entreprises,* qui est une statistique entièrement basée sur des sources administratives. Ces différences s'expliquent par des traitements méthodologiques différents:

- la plupart des entreprises du pavillon maritime et fluvial (division 50 de la NACE Rév.2) ne sont pas considérées comme unités résidentes du territoire économique luxembourgeois et sont de ce fait exclues du champ des SSE. Nombre d'activités effectuées par ces unités sont réalisées sans que le territoire économique luxembourgeois n'y intervienne (par exemple: dragage, forage, etc.);
- pour les activités juridiques (classe 69.10 de la NACE Rév.2), les données disponibles ne permettent actuellement pas de différencier entre les avocats travaillant pour le compte d'une étude d'avocats et les associés d'une telle étude. Par conséquent, dans les SSE, tous les avocats immatriculés en tant qu'indépendant sont considérés comme entreprises individuelles;
- dans toutes les branches, mais plus particulièrement dans le commerce, il existe de très petites entreprises pour lesquelles il est difficile de mesurer le niveau de l'activité réelle à partir des sources administratives. Dans la mesure du possible, les SSE prennent en compte ces entreprises.

Malgré ces différences en niveau, l'évolution du nombre d'entreprises reste comparable de 2005 à 2011 dans les deux statistiques. L'écart plus accentué à partir de 2008 s'explique notamment par les activités juridiques.

Graphique 3: Le nombre d'entreprises de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et dans la démographie des entreprises



Sources: STATEC

- statistiques structurelles sur les entreprises ;
- démographie des entreprises.

* cf. Portail des statistiques, Entreprises, Données générales, Population d'entreprises actives, [Population des entreprises actives par branche \(NACE Rév. 2\) \(nombre, parts relatives, évolution\) 2003 - 2011](#)

2.1.3 Les autres axes d'analyse

La taille des entreprises

La taille des entreprises dans les SSE est considérée par rapport au nombre de personnes occupées. En 2011, la vaste majorité des entreprises (87%) de l'économie marchande non financière occupent moins de 10 personnes. Seulement 2.5% des entreprises occupent plus de 50 personnes.

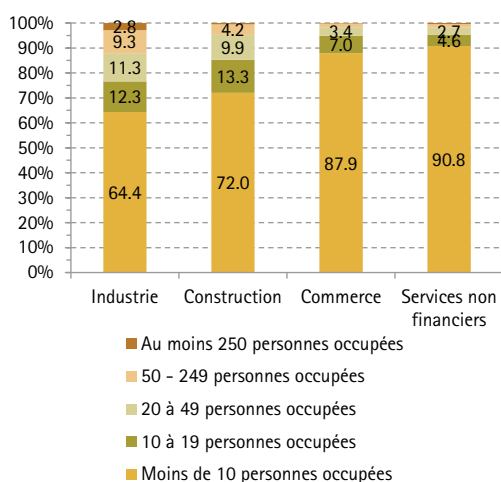
Tableau 2: Le nombre d'entreprises par classe de taille d'emploi en 2011

Classe de taille d'emploi	Nombre d'entreprises	Part (en %)
Moins de 10 personnes occupées	25 382	87.0
10 à 19 personnes occupées	1 880	6.5
20 à 49 personnes occupées	1 167	4.0
50 - 249 personnes occupées	594	2.0
Au moins 250 personnes occupées	142	0.5
Total de l'économie marchande non financière	29 165	100.0

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Dans le commerce et les services non financiers, la quasi-totalité des entreprises occupent moins de 20 personnes. Dans la construction et dans l'industrie, cette part est de 85.3% respectivement de 76.7% en 2011.

Graphique 4: La répartition des entreprises par classe de taille d'emploi et par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Les SSE par classes de taille d'emploi ne permettent pas d'analyses satisfaisantes des PME.

Souvent, on rencontre les désignations suivantes pour la taille des entreprises : petites entreprises (dont les microentreprises), entreprises de taille moyenne, et grandes entreprises. Les entreprises autres que les grandes sont désignées par « petites et moyennes entreprises » (PME). Ce jargon trouve sa source dans le droit comptable et dans une recommandation d'Eurostat relative à la définition des PME¹. Dans la réalité, les SSE par classe de taille d'emploi fournissent seulement un aperçu biaisé des PME, car la définition communautaire des PME fonde non seulement sur l'emploi, mais aussi sur le chiffre d'affaires, le total du bilan et le degré d'autonomie. Par conséquent, la simple ventilation des SSE par classe de taille d'emploi ne permet pas de dissocier les « PME proprement dites » des petites et moyennes entreprises qui font partie de grands groupes multinationaux.

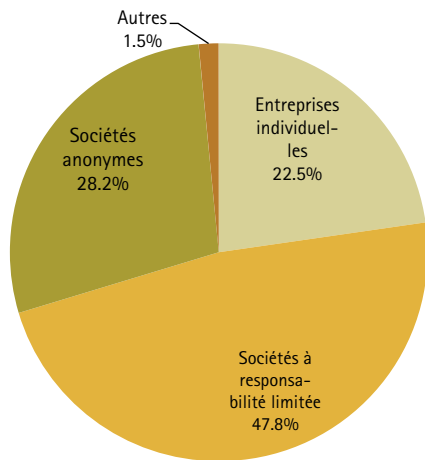
La forme juridique des entreprises

La « société à responsabilité limitée (s.à r.l.) » est la forme juridique prédominante (47.8%) de l'économie marchande non financière, suivie de la « société anonyme (s.a.) » (28.2%) et des entreprises individuelles (22.5%). Ces dernières incluent les personnes exerçant une profession libérale (par exemple: avocats, experts comptables, etc.) ainsi que les commerçants personnes physiques.

Dans la construction, près des deux tiers des entreprises sont des sociétés à responsabilité limitée et ce au détriment de l'entreprise individuelle. Au niveau des services non financiers, l'entreprise individuelle est relativement plus répandue, notamment dans les activités immobilières et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (par exemple: avocats, comptables, vétérinaires, etc.). Finalement, l'industrie connaît une plus forte proportion de sociétés anonymes comparée aux autres branches d'activités économiques.

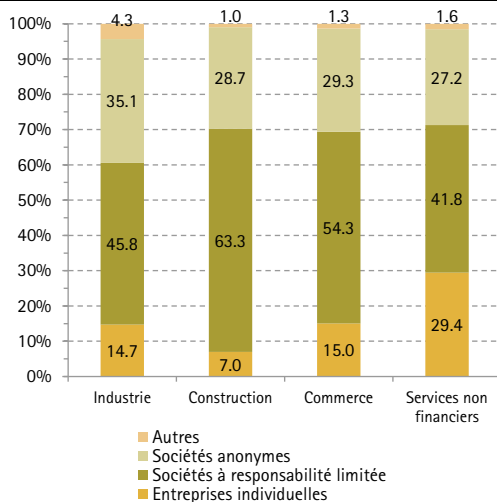
¹ cf. Recommandation (2003/361/CE) de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro-, petites et moyennes entreprises.

Graphique 5: Les formes juridiques des entreprises de l'économie marchande non financière en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Graphique 6: La répartition des formes juridiques par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Les entreprises sous contrôle étranger

En ventilant les SSE par pays de résidence de l'unité institutionnelle de contrôle ultime, on peut analyser la structure et l'activité des entreprises résidentes sous contrôle ultime étranger par rapport aux entreprises résidentes sous contrôle ultime national.

Le « contrôle » désigne « le pouvoir de déterminer la politique générale d'une entreprise en choisissant au besoin ses administrateurs. À cet égard, l'entreprise A est dite contrôlée par l'unité institutionnelle B lorsque B contrôle, directement ou indirectement, plus de la moitié des voix attribuées aux actionnaires ou plus de la moitié des actions. »¹

Le « contrôle ultime » est déterminé pour chaque entreprise résidente en remontant sa chaîne de contrôle jusqu'à ce que l'on identifie l'unité institutionnelle qui n'est contrôlée par aucune autre unité institutionnelle – cette unité est encore appelée « unité institutionnelle contrôlante ultime ».

Comme le montre le tableau ci-dessous, presque un tiers des entreprises au Luxembourg sont contrôlées par une unité institutionnelle résidant à l'étranger ; la plupart des entreprises toutefois sont sous contrôle national. Lorsqu'elles sont des filiales d'entreprises de l'UE (hors Luxembourg), les unités institutionnelles contrôlantes ultimes résident le plus souvent dans les pays limitrophes.

La part élevée des cas où le pays de contrôle étranger n'est pas connu ou reste non alloué (22.6% en 2011) indique que l'information relative au contrôle ultime n'est pas complète – la section relative aux sources et méthodes des SSE couvre cette problématique. Par ailleurs, le cadre méthodologique communautaire classe la rubrique « pays non alloué ou inconnu » parmi les pays tiers, ce qui prête à confusion, car celle-ci couvre des entreprises qui peuvent potentiellement être sous contrôle d'un pays de l'Union européenne.

¹ cf. article 2 du Règlement (CE) no 716/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères

Tableau 3: Le nombre d'entreprises par zone et pays de résidence de l'unité institutionnelle contrôlante ultime en 2011

Zone ou pays de résidence	Nombre d'entreprises	Part (en %)
Contrôle national (Luxembourg)	20 533	70.4
Contrôle étranger	8 632	29.6
Union européenne (hors Luxembourg)	1 673	5.7
dont:		
Allemagne	419	1.4
Belgique	404	1.4
France	491	1.7
Pays-Bas	103	0.4
Royaume-Uni	105	0.4
Pays tiers	6 959	23.9
dont:		
Etats-Unis	161	0.6
Suisse	75	0.3
Pays non alloué ou inconnu	6 579	22.6
Total de l'économie marchande non financière	29 165	100.0

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

2.1.4 La création et disparation d'entreprises

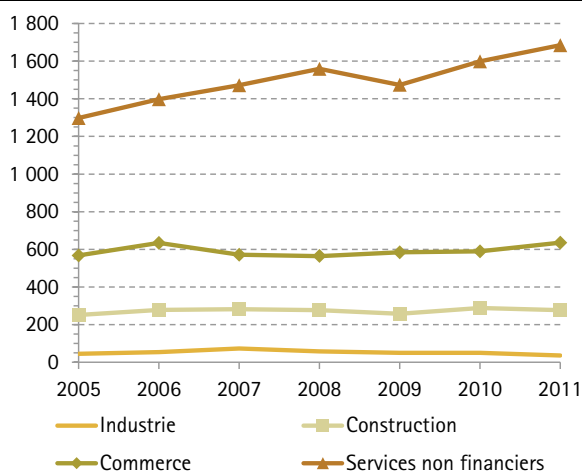
Sur la période allant de 2005 à 2011, le nombre de création d'entreprises (1 sur 11 entreprises en moyenne par an) l'emporte sur le nombre de cessations (1 sur 13). Les créations et cessations ont lieu davantage dans les activités de services non financiers que dans les autres branches d'activité économiques. En bas de l'échelle du nombre de créations et de cessations se situent l'industrie et la construction.

Lorsqu'on divise le nombre de créations de chaque branche par le nombre d'entreprises actives par branche, on constate que la part des entreprises créées varie entre 8% et 10% selon la branche d'activité économique considérée, sauf dans l'industrie où le taux de création n'est que d'environ 5%.

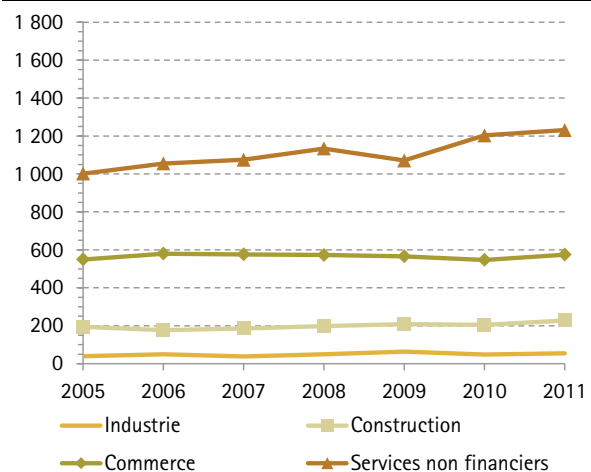
Les cessations d'entreprises, vues sous ce même angle, concernent entre 6% et 8% des entreprises actives par branche d'activités économiques, à l'exception de nouveau des entreprises industrielles où le taux de cessation fluctue autour de 5%.

Graphique 7: Le nombre de créations et de cessations d'entreprises par branche d'activités économiques de 2005 à 2011

Nombre de créations d'entreprises



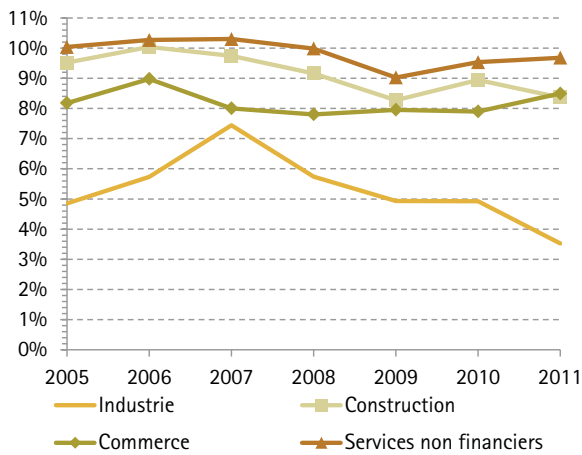
Nombre de cessations d'entreprises



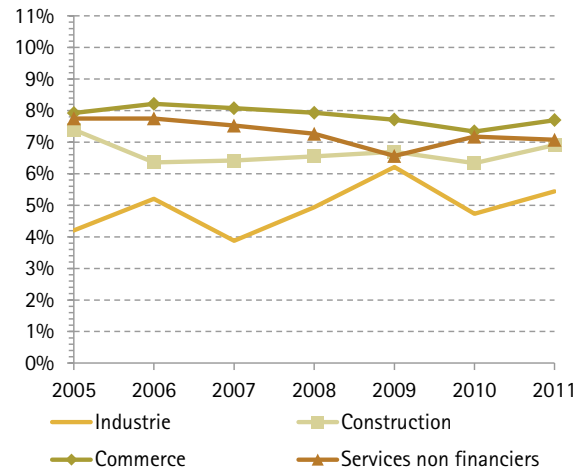
Source: STATEC, démographie des entreprises

Graphique 8: Le taux de création et le taux de cessation d'entreprises (en % du nombre d'entreprises actives) par branche d'activités économiques de 2005 à 2011

Taux de création d'entreprises



Taux de cessation d'entreprises



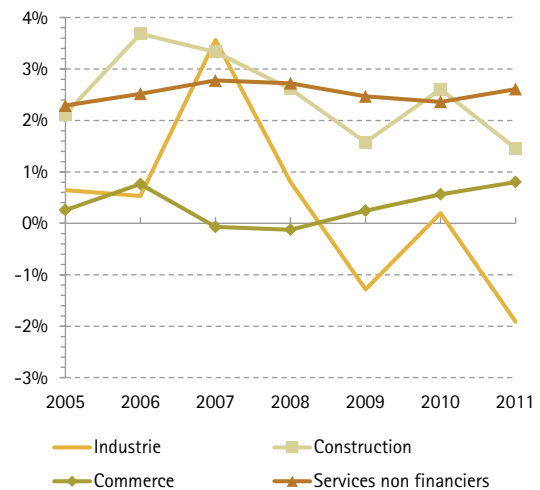
Source: STATEC,

- statistiques structurelles sur les entreprises,
- démographie des entreprises.

La différence entre le taux de création et le taux de cessation constitue le « taux de changement net d'entreprises ». Un solde positif indique une augmentation nette du nombre d'entreprises d'une année à l'autre ; ceci est le cas pour les services non financiers et la construction. Dans le commerce et l'industrie par contre, le changement net a par moment été négatif résultant en une diminution nette du nombre d'entreprises pendant les périodes concernées.

Il faut noter que le changement net ne correspond pas nécessairement à la variation du nombre d'entreprises entre deux périodes. En effet, les créations et les disparitions ne tiennent pas compte des « [mouvements] survenus dans la population dues à des fusions, des dissolutions, des scissions ou des restructurations au sein d'un ensemble d'entreprises.

Graphique 9: Taux de changement net d'entreprises (en % des entreprises actives) par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC,

- statistiques structurelles sur les entreprises,
- démographie des entreprises.

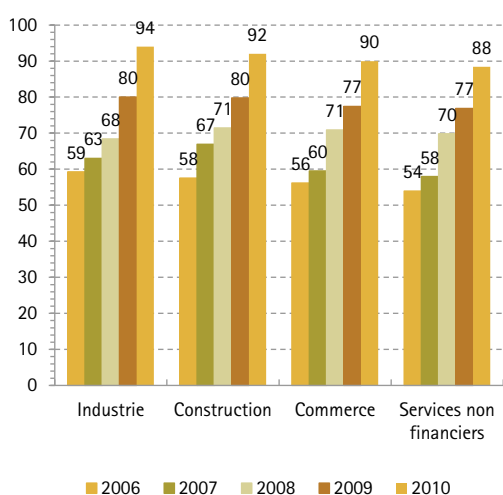
De même, les [mouvements] survenus dans une sous-population ne résultant que d'un changement d'activité [y compris l'arrêt temporaire et la reprise d'une activité]¹ » n'interviennent pas dans le calcul des créations et disparitions d'entreprises.

2.1.5 La survie d'entreprises

Le taux de survie mesure la pérennité des entreprises dans une économie. Plus concrètement, il s'agit des entreprises créées pendant une année donnée qui sont restées actives (en termes de chiffre d'affaires ou d'emploi) ou dont l'activité a été rachetée par une entité juridique nouvellement créée. Plus l'année de création est lointaine plus le taux de survie diminue.

Ainsi, une entreprise ayant vu le jour en 2007 a eu une probabilité entre 58% et 67% d'avoir survécu en 2011, avec le meilleur taux de survie ayant été observé dans la construction. Cependant, en considérant la période de 2006 à 2010, les entreprises qui se créent dans l'industrie affichent un meilleur taux de survie comparées à celles issues des autres branches d'activités économiques.

Graphique 10: Taux de survie en 2011 (en %) des entreprises créées de 2006 à 2010, ventilé par branche d'activités économiques



Source: STATEC, démographie des entreprises

¹ cf. annexe I, sous codes 11 92 0 et 11 93 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

Pour les entreprises créées entre 2006 à 2010, le taux de survie en 2011 diminue le plus rapidement pendant les trois premières années d'existence.

2.2 Main-d'œuvre

2.2.1 Le nombre de personnes occupées

L'économie marchande non financière occupe 240 770 personnes en 2011. Cela représente 65.1% de l'emploi total de l'économie luxembourgeoise², qui est d'environ 369 800 personnes pour la même année.

Dans les SSE, la main-d'œuvre est subdivisée de la manière suivante:

- les salariés (2011: 231 069 personnes, soit 96% de l'effectif total), qui travaillent pour le compte d'un employeur avec lequel ils ont habituellement un contrat de travail et qui perçoivent une rémunération, en espèces ou en nature, comptabilisée dans les frais de personnel de l'entreprise. Sont exclues les personnes en congé pour une durée indéterminée ;
- les non-salariés (9 701 personnes, soit 4%), qui travaillent régulièrement dans l'entreprise, mais qui ne perçoivent pas de rémunération comptabilisée dans les frais de personnel de l'entreprise et qui ne figurent sur aucune liste des salariés d'une autre entreprise au titre de leur emploi principal (par exemple: aidants familiaux, propriétaires exploitants).

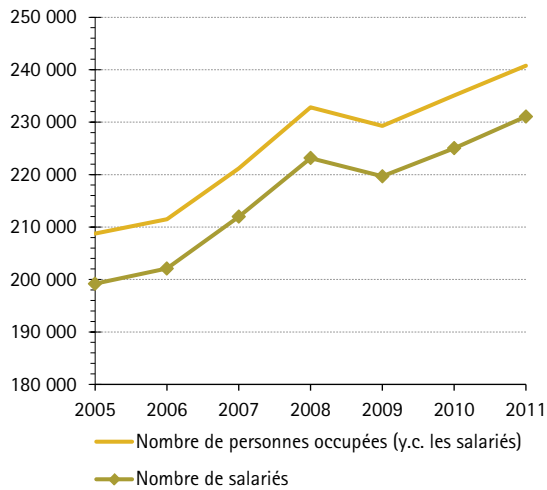
L'ensemble des salariés et des non-salariés est désigné dans les SSE par la notion de « personnes occupées ». Y sont exclus par contre les travailleurs intérimaires, qui « sont considérés comme salariés de l'entreprise de travail temporaire et non de l'unité de production (cliente de la précédente) dans laquelle ils exercent. »³

² cf. Portail des statistiques, Economie et finances, Comptes nationaux, Comptes annuels – agrégats par branche, E2309 Emploi total (ETO) par branche (NaceR2) 1995 – 2012, version SEC95_notif201310.

³ cf. annexe I, sous code 16 11 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui con-

Dans le graphique ci-dessous, le nombre de non-salariés est représenté par l'aire en couleur foncée, soit l'écart entre le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés.

Graphique 11: Le nombre de personnes occupées et de salariés de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011

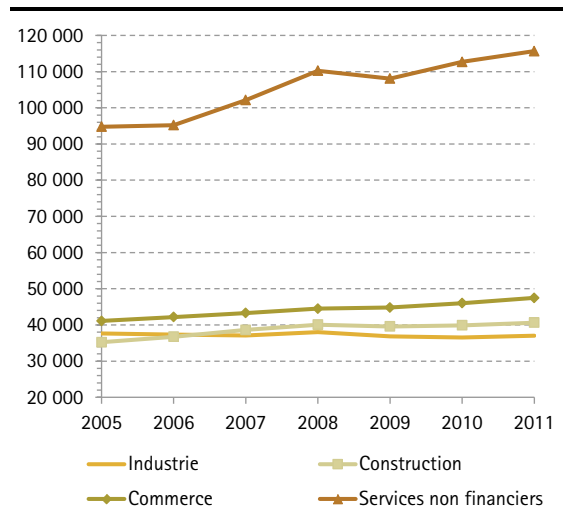


Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

L'emploi par branche d'activités économiques

Les services non financiers occupent 115 641 personnes en 2011, le commerce 47 459 personnes, la construction 40 629 personnes et l'industrie 37 041 personnes. L'ordre d'importance est donc identique à celui observé pour le nombre d'entreprises. D'une manière générale, l'emploi dans les services non financiers est très dynamique sur la période de 2005 à 2011. Après une hausse continue entre 2005 et 2008 de +16%, l'emploi chute de 2% en 2009 par rapport à 2008 pour reprendre sa croissance à partir de 2010 (+4.3%). Dans la construction et le commerce, on constate une hausse sur toute la période concernée, mais celle-ci est beaucoup moins impressionnante. Le niveau de l'emploi dans l'industrie en 2011 est 1.7% en-dessous de celui de 2005 après avoir subi une chute de 3% en 2009 par rapport à 2008.

Graphique 12: Le nombre de personnes occupées par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



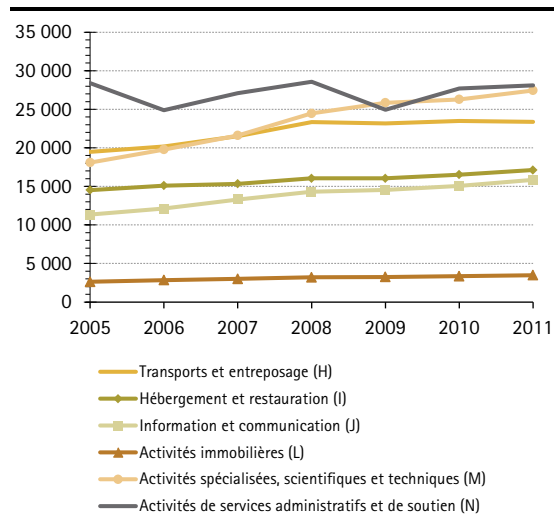
Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Parmi les services non financiers, ce sont les activités de services administratifs et de soutien, qui comptent le plus de personnes occupées (2011: 28 106 personnes occupées, soit 24.3% de l'emploi dans les services non financiers). Les activités spécialisées, scientifiques et techniques (27 447 personnes, soit 23.7%) et les activités de transports et d'entreposage (23 385, soit 20.2%) sont d'autres branches d'activités économiques intensives en main-d'œuvre. Les activités immobilières, par contre, fonctionnent avec un niveau d'emploi relativement plus faible (3 485, soit 3%).

Si l'emploi est le plus élevé dans les services administratifs et de soutien, cette branche est également responsable de l'évolution volatile de l'ensemble de l'emploi des services non financiers, avec des baisses importantes en 2006 (-12.4%) et en 2009 (-12.7%) ainsi que des hausses consécutives fortes en 2007 (+8.9%) et en 2010 (+11%). S'y oppose l'évolution de l'emploi des activités spécialisées, scientifiques et techniques, qui n'a cessé d'augmenter d'année en année entre 2005 et 2011.

cerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

Graphique 13: Le nombre de personnes occupées des services non financiers de 2005 à 2011, ventilé par activité économique¹



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

L'emploi selon les autres axes d'analyse

Si en termes du nombre d'entreprises, on observe la prédominance des entreprises occupant moins de 20 personnes, l'image est quasiment inversée en termes de main-d'œuvre. Les entreprises qui occupent au moins 20 personnes fournissent 71.4% de l'emploi en 2011. Les entreprises occupant au moins 250 personnes connaissent la part d'emploi la plus élevée (près d'un tiers).

Tableau 4: Le nombre de personnes occupées de l'économie marchande non financière par classe de taille d'emploi en 2011

Classe de taille d'emploi	Nombre de personnes occupées	Part (en %)
Moins de 10 personnes occupées	43 714	18.2
10 à 19 personnes occupées	25 014	10.4
20 à 49 personnes occupées	35 474	14.7
50 - 249 personnes occupées	58 521	24.3
Au moins 250 personnes occupées	78 047	32.4
Total de l'économie marchande non financière	240 770	100.0

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

En 2011, trois personnes sur cinq sont occupées par une entreprise sous contrôle national. Parmi les entreprises sous contrôle étranger, ce sont celles qui sont contrôlées par une unité institutionnelle dans l'Union européenne (hors Luxembourg) qui dominent en termes d'emploi. Les cas des pays non alloués ou inconnus ne concernent que 7.5% de l'emploi de l'économie marchande non financière.

En divisant l'emploi par le nombre d'entreprises pour chaque zone ou pays de contrôle ultime, on observe que les entreprises sous contrôle des Etats-Unis ou de la Suisse occupent en moyenne le plus de personnes (respectivement 76.1 et 109.5 personnes par entreprise). Les entreprises concernées sont donc relativement plus grandes en termes d'emploi que les entreprises sous contrôle d'un pays de l'Union européenne (32 personnes par entreprise) ou sous contrôle national (7 personnes par entreprise). Bien évidemment, l'emploi moyen des entreprises est avant tout fonction des activités économiques qu'elles exercent.

Tableau 5: Le nombre de personnes occupées par zone et pays de résidence de l'unité institutionnelle contrôlante ultime en 2011

Zone ou pays de résidence	Nombre de personnes occupées	Part (en %)	Nombre de personnes occupées par entreprise
Contrôle national (Luxembourg)	144 406	60.0	7.0
Contrôle étranger	96 364	40.0	11.2
Union européenne (hors Luxembourg)	53 553	22.2	32.0
dont:			
Allemagne	12 409	5.2	29.6
Belgique	9 778	4.1	24.2
France	15 197	6.3	31.0
Pays-Bas	4 561	1.9	44.3
Royaume-Uni	6 288	2.6	59.9
Pays tiers	42 811	17.8	6.2
dont:			
Etats-Unis	12 247	5.1	76.1
Suisse	8 212	3.4	109.5
Pays non alloué ou inconnu	18 036	7.5	2.7
Total de l'économie marchande non financière	240 770	100.0	8.3

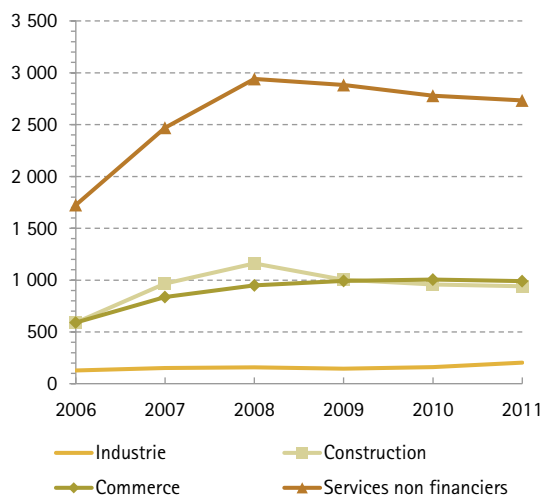
Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

¹ à l'exclusion des services de réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (division S95), qui représentent seulement 0.22% de l'emploi total des services non financiers en 2011

L'évolution de emploi des entreprises créées en 2006

La démographie des entreprises permet de mesurer la contribution à l'emploi salarié des entreprises créées lors d'une année donnée pendant la période qui suit leur création. Le graphique ci-dessous visualise à guise d'exemple le nombre de postes d'emploi qui ont été créés par les entreprises nées en 2006 et qui sont restées actives depuis. En 2006, les nouvelles entreprises créent 3 032 nouveaux postes de travail, soit 1.4% de l'emploi total de l'économie marchande non financière. En 2011, ces entreprises affichent un niveau d'emploi de 4 869 postes d'emploi salarié occupés, ce qui correspond une hausse de 10% en moyenne par an sur toute la période.

Graphique 14: Nombre de postes d'emploi salarié occupés (moyenne annuelle) dans les entreprises créées en 2006 par branche d'activités économiques de 2006 à 2011



Source: STATEC, démographie des entreprises

2.2.2 Les dépenses de personnel

L'économie marchande non financière a dépensé 11 053 millions d'EUR pour l'ensemble des salariés en 2011. Ce chiffre représente 55.8% de la rémunération des salariés de l'économie luxembourgeoise¹, qui est de 19 794 millions d'EUR pour la même année.

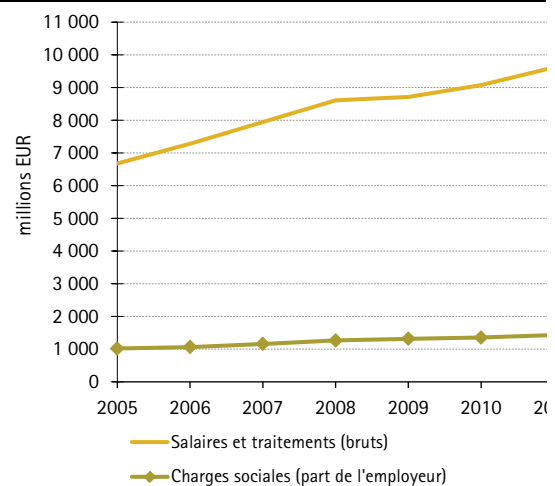
¹ cf. Portail des statistiques, Economie et finances, Comptes nationaux, Comptes annuels – agrégats par branche, E2306 Rémunération des salariés (D1) par branche

Les dépenses de personnel sont définies comme « la rémunération totale, en espèces ou en nature, due par un employeur à un salarié en échange du travail effectué par celui-ci au cours de la période de référence. Les dépenses de personnel comprennent:

- les traitements et salaires bruts (y compris les impôts et charges sociales des salariés retenus [à la source] par l'entreprise) [2011: 87% des dépenses de personnel];
- ainsi que les charges sociales obligatoires et facultatives à charge de l'employeur [2011: 13%]. Elles ne contiennent pas seulement des éléments variables en fonction de la masse des salaires et traitements, mais également des éléments relativement plus fixes (par exemple: primes à des fonds de pension, pensions complémentaires versées par l'employeur, etc.).

Les montants versés aux agences de travail temporaire ne sont pas inclus dans les dépenses de personnel. »²

Graphique 15: Les dépenses de personnel, ainsi que ses composantes, de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

(NaceR2) (en milliers EUR) 1995 – 2012, version SEC95_notif201310.

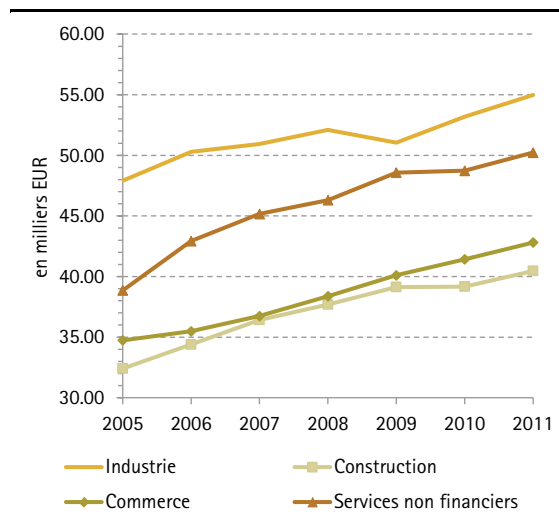
² cf. annexe I, sous code 13 31 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

Lorsqu'on divise les dépenses de personnel par le nombre de salariés, on obtient le coût moyen du personnel.

Sur toute la période de 2005 à 2011, le niveau du coût moyen du personnel diverge selon les branches d'activités économiques. Le coût le plus élevé est observé dans l'industrie avec un niveau moyen de 51.5 milliers EUR par salarié sur la période. En deuxième position, on retrouve les services non financiers (45.8 milliers EUR), suivis du commerce (38.5 milliers EUR) et de la construction (37.1 milliers EUR).

Entre 2005 et 2011, l'indicateur augmente dans toutes les branches. Il faut toutefois rester prudent par rapport à l'interprétation du coût moyen du personnel, car son niveau résulte de tout un ensemble de caractéristiques (par exemple: niveau de qualification, ancienneté, travail à temps partiel, etc.) dont la complexité excède largement le cadre d'analyse des SSE. Néanmoins, l'indicateur est utile dans les SSE notamment pour analyser la productivité du travail, traitée plus tard dans ce bulletin.

Graphique 16: Le coût moyen du personnel par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

2.3 Mesure du niveau de l'activité

Le niveau de l'activité des entreprises de l'économie marchande non financière peut être mesuré sous deux angles dans les SSE:

- optique « vente »: le chiffre d'affaires, qui « comprend les montants facturés par l'entreprise au cours de la période de référence, à savoir les ventes sur le marché de biens ou de services fournis à des tiers. »^{1,2}
- optique « production »: la valeur de la production, qui « mesure le montant de ce qui a été effectivement produit par l'entreprise considérée. »³ Comparé au chiffre d'affaires, la production est exprimée nette du coût d'achat des biens et services revendus en état, de sorte à n'inclure que la marge sur les activités de revente. Par ailleurs, elle inclut la production pour compte propre ainsi que les stocks de biens et services produits et en cours de production.

Sur toute la période allant de 2005 à 2011, le chiffre d'affaires est bien plus dynamique que la valeur de la production. On assiste ces dernières années à une réelle explosion des activités de négoce international effectuées depuis le Luxembourg. Par négoce international, on entend l'achat de biens par une entreprise à un fournisseur non résident et leur revente ultérieure en l'état à un client non résident sans que lesdits biens ne franchissent la frontière luxembourgeoise.

¹ cf. annexe I, sous code 12 11 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

² La définition du chiffre d'affaires dans le règlement relatif aux SSE prévoit explicitement l'exclusion des redevances reçues. Or, celles-ci sont comprises dans la production, ce qui crée artificiellement des différences conceptuelles. Par conséquent, dans ce bulletin ainsi que sur le Portail des statistiques, le chiffre d'affaires réfère toujours au chiffre d'affaires y compris les redevances reçues.

³ cf. annexe I, sous code 12 12 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

Etant donné que ces activités sont parfois centralisées par des grands groupes multinationaux, le niveau des flux y relatifs (chiffres d'affaires, achats, etc.) peut prendre des dimensions pharamineuses.

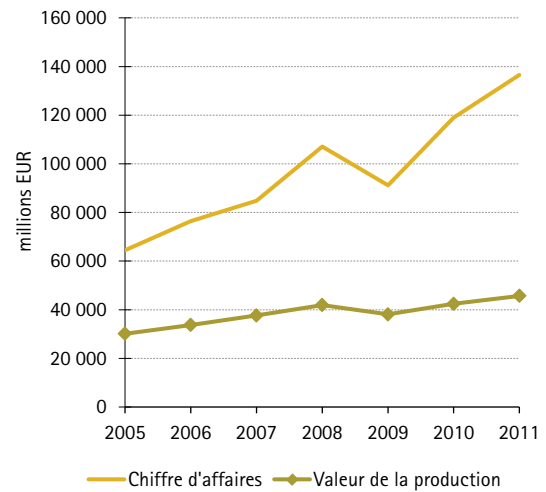
S'agissant d'indicateurs exprimés aux prix nominaux, non déflatés, leur évolution dépend aussi bien de l'évolution des prix que du volume.

Le commerce génère le montant du chiffre d'affaires le plus important. Ceci s'explique par le fait que le commerce constitue l'étape de la chaîne de production et de distribution qui ajoute en dernier lieu une marge au montant déjà réalisé par les autres branches. De plus, le développement récent des activités de négoce international vient accentuer cette dominance.

D'un point de vue de la valeur de la production, ce sont les services non financiers qui affichent le niveau de production le plus important, suivis par l'industrie et le commerce.

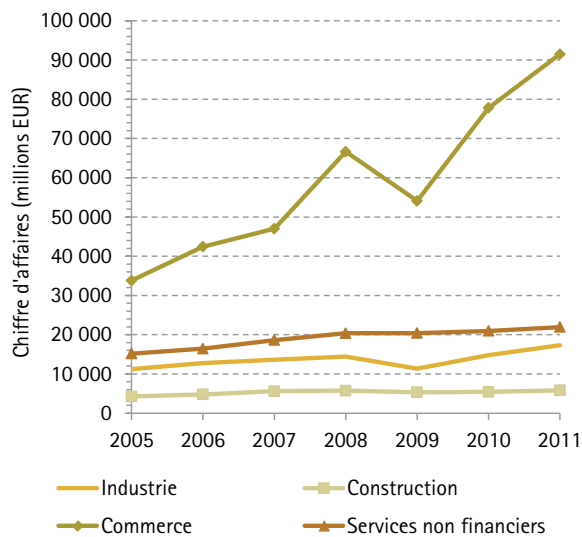
Finalement, l'écart considérable entre le chiffre d'affaires et la production dans le commerce reflète l'importance du coût d'achat des biens revendus en état.

Graphique 17: Le chiffre d'affaires et la production de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Graphique 18 : Chiffre d'affaires et production par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



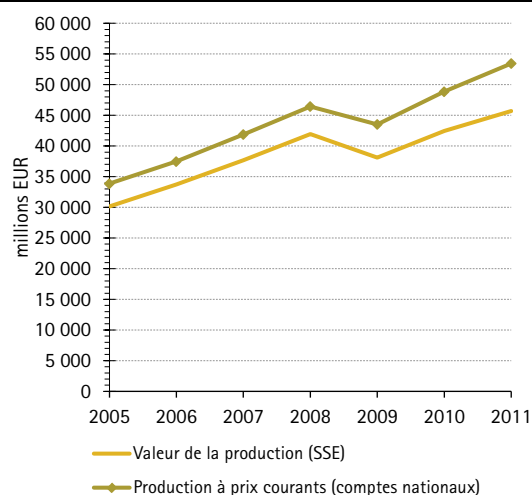
Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Valeur de la production: SSE et comptes nationaux

Dans les SSE, la valeur de la production par branche d'activité économique se calcule par simple agrégation de la production de chaque entreprise. Dans les comptes nationaux, les données agrégées sont complétées par une estimation de la production du travail au noir, par exemple dans la construction et les activités immobilières. Par ailleurs, des différences permanentes d'ordre méthodologique existent entre les deux statistiques, telles que par exemple au niveau du traitement de la marge de transport ou de l'évaluation des stocks d'ouverture. Par conséquent, la valeur de la production dans les SSE est souvent inférieure à celle des comptes nationaux. De plus, une comparaison des statistiques au niveau des branches d'activités économiques peut mettre en avant des différences qui sont imputables à l'unité statistique utilisée, à savoir : « l'entreprise » dans les SSE et « l'unité d'activité économique » dans les comptes nationaux.

Malgré les différences conceptuelles, la tendance à long terme reste similaire.

Graphique 19: La production de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et les comptes nationaux



Sources: STATEC,
 - statistiques structurelles sur les entreprises ;
 - comptes nationaux annuels.

2.4 Création de valeur ajoutée

Comme dans les comptes nationaux, la valeur ajoutée constitue une caractéristique-clé dans les SSE. Au niveau macroéconomique, elle traduit la création de richesse pendant une période donnée. Dans les SSE, la valeur ajoutée est désignée par la « valeur ajoutée (brute) au coût des facteurs » et se définit comme « le revenu brut des activités d'exploitation une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects. »¹ La figure ci-après illustre bien le calcul.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est exprimée « brute » des corrections de valeur (c.-à-d. dépréciation et pertes de valeur).

Figure 1: La valeur ajoutée au coût des facteurs

Description
+ Chiffre d'affaires
- Montant total des achats de biens et de services
+ Variation des stocks de biens et de services
+ Production immobilisée
+ Autres produits d'exploitation, hors subventions d'exploitation
- Autres charges d'exploitation, hors impôts et taxes
+ Subventions d'exploitation
- Impôts et taxes liés à la production, et autres impôts sur les produits liés au chiffre d'affaires, mais non déductibles
= Valeur ajoutée (brute) au coût des facteurs
- Dépenses de personnel
= Excédent brut d'exploitation (EBE)

¹ cf. annexe I, sous code 12 15 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises

Lorsqu'on retranche les dépenses de personnel de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs, on obtient l'excédent brut d'exploitation.

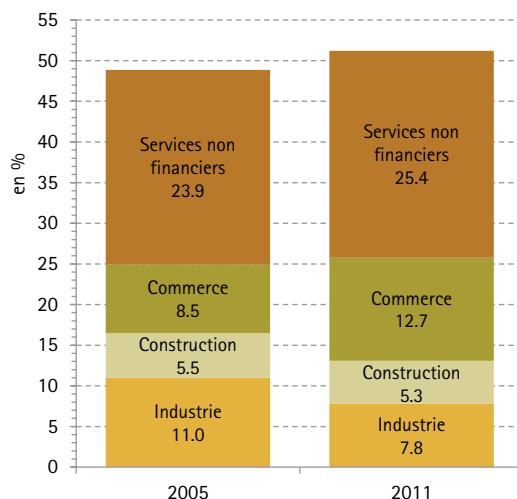
2.4.1 Poids dans l'économie luxembourgeoise

Il est pratique courante de mesurer le poids d'une branche d'activités économiques par rapport au produit intérieur brut (PIB). Ce rapport traduit la contribution de la branche à la création totale de richesse dans le pays pendant une période donnée et fournit donc une indication de l'importance relative de la branche dans l'économie.

Le poids de l'économie marchande non financière dans le PIB¹ est passé de 48.9% en 2005 à 51.2% en 2011. Sur la même période, le PIB au coût des facteurs (à prix courants) est passé de 26 740 millions d'EUR à 37 211 millions d'EUR.

Les services non financiers représentent un quart de la richesse créée au Luxembourg en 2011, suivis par le commerce (12.7%), l'industrie (7.8%) et la construction (5.3%). Par rapport à 2005, l'industrie et la construction ont vu leur poids diminuer, car la valeur ajoutée dans ces branches a augmenté plus lentement que celle de l'économie totale entre ces deux années.

Graphique 20: Poids (en % du PIB²) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2005 et en 2011, selon la branche d'activités économiques



Sources: STATEC,
 - statistiques structurelles sur les entreprises ;
 - comptes nationaux annuels.

¹ plus spécifiquement: le PIB au coût des facteurs à prix courants

² cf. comptes nationaux annuels 2011, tableau E2202
 Compte I-II: Production et distribution du revenu de l'économie totale (prix courants), PIB au coût des facteurs, version SEC95_notif201310

Valeur ajoutée: SSE et comptes nationaux

Le concept de valeur ajoutée utilisé dans les SSE n'est pas défini de la même manière que dans les comptes nationaux. En effet, les SSE s'intéressent à la valeur ajoutée au coût des facteurs alors qu'on parle de valeur ajoutée au prix de base dans les comptes nationaux. D'un point de vue théorique, la différence entre les deux concepts est expliquée par le tableau ci-dessous.

Figure 2: Les deux concepts de valeur ajoutée

Description
Valeur ajoutée (brute) au coût des facteurs
+ Autres impôts sur la production
- Autres subventions sur la production
= Valeur ajoutée (brute) au prix de base

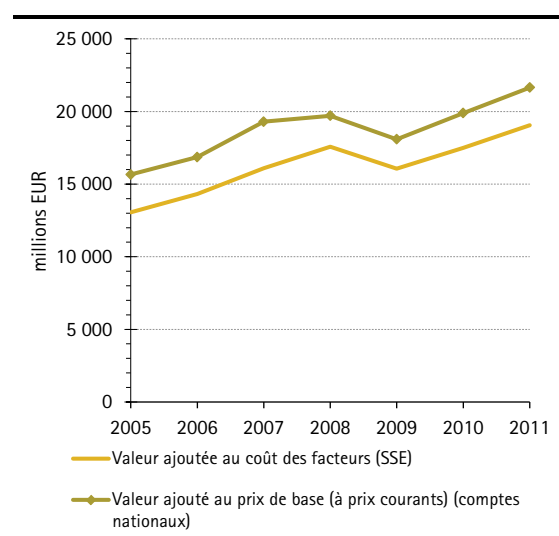
Par ailleurs, comme pour la production, la valeur ajoutée par branche est définie de manière bottom-up en partant des entreprises. Dans les comptes nationaux, cette simple agrégation est complétée par des estimations (par exemple: travail au noir), des retraitements (par exemple: stocks d'ouverture) et par l'intégration d'autres sources d'information (par exemple: impôts et taxes).

De plus, la remarque concernant l'unité statistique utilisée dans les domaines statistiques, à

savoir l'entreprise dans les SSE et l'unité d'activité économique dans les comptes nationaux, est également d'application pour la valeur ajoutée. De surcroît, les comptes nationaux ne renseignent la valeur ajoutée au coût des facteurs qu'au seul niveau de l'économie totale.

Néanmoins, leur évolution reste similaire à long terme.

Graphique 21: La valeur ajoutée de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et les comptes nationaux



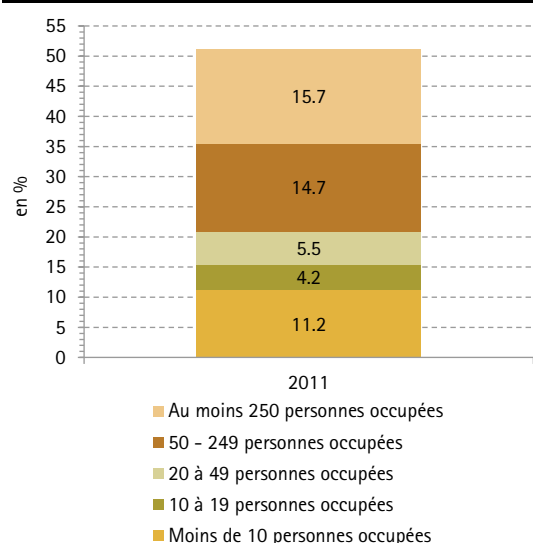
2.4.2 La valeur ajoutée selon les autres axes d'analyse

Les entreprises de l'économie marchande non financière occupant au moins 50 personnes ont contribué à concurrence de 30.4% à la richesse totale créée par l'économie luxembourgeoise en 2011. Les entreprises occupant moins de 10 personnes en ont contribué pour 11.2%. L'ordre d'importance des classes de taille d'emploi reste donc similaire à celui observé pour la main-d'œuvre.

Les entreprises sous contrôle national de l'économie marchande non financière représentent un poids de 29.5% par rapport au PIB luxembourgeois ; les 21.7% restants se répartissent quasiment à part égale entre les entreprises sous contrôle de l'Union européenne ou sous contrôle de pays tiers.

Parmi les entreprises dont le contrôle ultime se fait à partir de pays tiers, ce sont celles qui sont sous contrôle des Etats-Unis qui contribuent le plus à la richesse créée en 2011 (4.8% du PIB). Les entreprises sous contrôle des pays limitrophes représentent 6.1% du PIB.

Graphique 22: Poids (en % du PIB) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2011, selon la taille d'emploi



Sources: STATEC,
 - statistiques structurelles sur les entreprises ;
 - comptes nationaux annuels.

Tableau 6: Poids (en % du PIB) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2011, selon le pays de contrôle ultime

Zone ou pays de résidence	Poids dans l'économie totale (en %)	Part dans l'économie marchande non financière (en %)
Contrôle national (Luxembourg)	29.5	57.6
Contrôle étranger	21.7	42.4
Union européenne (hors Luxembourg)	11.1	21.6
dont:		
Allemagne	2.1	4.2
Belgique	1.6	3.1
France	2.4	4.7
Pays-Bas	0.8	1.5
Royaume-Uni	2.5	4.8
Pays tiers	10.6	20.8
dont:		
Etats-Unis	4.8	9.3
Suisse	1.3	2.4
Pays non alloué ou inconnu	3.3	6.5
Total de l'économie marchande non financière	51.2	100.0

Sources: STATEC,
 - statistiques structurelles sur les entreprises ;
 - comptes nationaux annuels.

2.5 Structure des marges

Afin de mieux comprendre le processus de création de valeur dans les branches d'activités économiques, on a recours à l'analyse de la structure des marges. L'idée est de mesurer à différents points de la chaîne de création de valeur le solde de la marge et d'en expliquer l'évolution tout au long du processus. C'est l'essence d'une analyse des « soldes intermédiaires de gestion », tels que par exemple la valeur ajoutée (brute), l'excédent brut d'exploitation (EBE), etc.

Dans la suite de cette section, le terme « marge » est utilisé de façon générique pour désigner soit la valeur ajoutée, soit l'EBE.

L'analyse des marges à travers les SSE permet de mesurer trois aspects:

- l'entonnoir des taux de marge ;
- la composition des coûts ;
- la répartition de la valeur ajoutée entre les facteurs de production.

2.5.1 L'entonnoir des taux de marge

Un taux de marge est calculé en divisant la marge (valeur ajoutée ou EBE) par le chiffre d'affaires correspondant. La division par le chiffre d'affaires permet une interprétation par rapport au prix de vente (ou plus précisément aux unités de chiffre d'affaires), plus intuitive qu'une interprétation de la seule valeur de la marge.

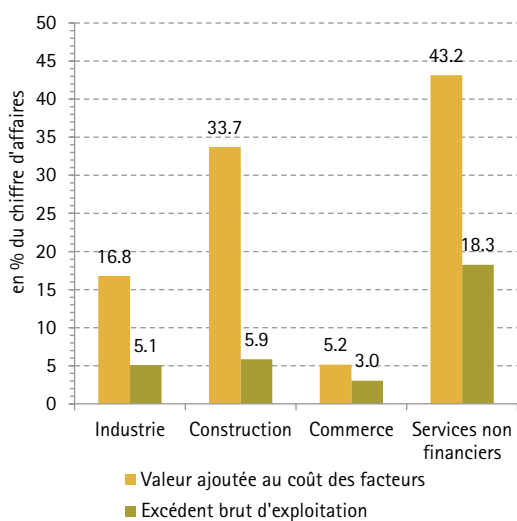
L'entonnoir des taux de marge, c'est-à-dire leur représentation en cascade, permet d'analyser comment une branche d'activités économiques dégage son EBE tout au long de la chaîne de création de valeur:

- L'écart entre 100% et le taux de valeur ajoutée reflète l'importance du coût d'achat des biens et de services dans le chiffre d'affaires ;
- L'écart entre le taux de valeur ajoutée (au coût des facteurs) et le taux d'EBE reflète l'importance des dépenses de personnel dans le chiffre d'affaires.

Sur 100 EUR de chiffre d'affaires en 2011, les services non financiers ont généré une valeur ajoutée de 43.2 EUR et dégagé un excédent brut d'exploitation de 18.3 EUR. Des taux élevés sont le plus souvent observés pour les activités à forte intensité de capital (par exemple: activités immobilières, activités de location ou de location bail, etc.) en raison de la plus grande importance des corrections de valeur et des frais financiers, qui ne sont pas encore pas encore déduits à ce stade. En effet, les deux taux de marge sont exprimés « bruts », c'est-à-dire avant déduction des corrections de valeur (telles que la dépréciation et les pertes de valeur).

Le commerce se trouve en bas de l'échelle des taux de marge, vu le chiffre d'affaires élevé qui est inhérent à cette branche. En effet, le prix de vente dans le commerce est gonflé par les coûts survenus avant la phase de commercialisation des biens et de services. La marge issue de la commercialisation ne représente qu'une faible portion du chiffre d'affaires.

Graphique 23: L'entonnoir des taux de marge par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Si le graphique précédent donne un aperçu des taux de marges des principaux secteurs économiques, il peut être intéressant, pour les raisons énumérées ci-dessous, de procéder à l'analyse de la distribution des taux de marge à l'intérieur des branches, car:

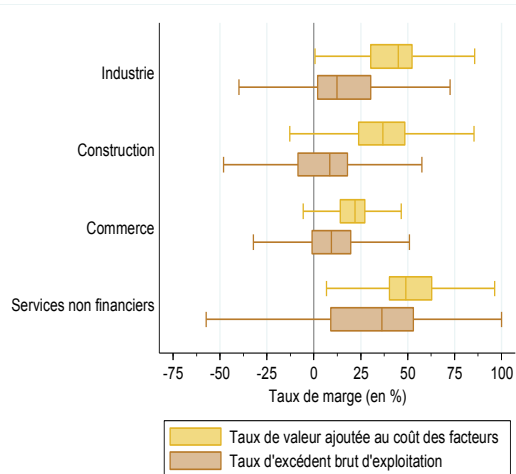
- le taux de marge de la branche n'est pas nécessairement égal au taux moyen observé à l'intérieur de la branche. Le taux

de la branche est calculé en divisant les agrégats observés pour la branche et non pas au niveau de chaque entreprise. Le taux de la branche peut donc être biaisé en cas d'une forte concentration dans la branche ;

- à l'intérieur des branches, la dispersion des taux de marge peut être très grande, surtout en cas d'hétérogénéité des activités économiques et des entreprises à l'intérieur des branches.

Le graphique ci-dessous montre la dispersion des taux de marge lorsqu'ils sont calculés pour chaque entreprise séparément. On constate par exemple que le taux médian de valeur ajoutée dans l'industrie est de 44.9% en 2011 alors que le taux de la branche étant de seulement 16.8%. Il est en de même pour le taux d'EBE, la médiane se situant à 12.3% et le taux de la branche à 5.1%, sauf que l'écart est moins prononcé que pour le taux de valeur ajoutée.

Graphique 24: Box plot¹ des taux de marge des entreprises par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

¹ Le box plot fournit une représentation graphique des caractéristiques de rang suivantes: la médiane à l'intérieur du rectangle ; le quartile 1 à l'extrémité gauche du rectangle ; le quartile 3 à l'extrémité droite du rectangle ; la longueur des moustaches correspond à 1,5 fois l'écart interquartile. Les valeurs en dehors des moustaches n'ont pas été représentées.

La dispersion relativement plus prononcée des services non financiers par rapport aux autres branches économiques résulte notamment de la plus grande diversité des activités économiques à l'intérieur de la branche: services aux entreprises, transports, hébergement et restauration, activités immobilières, etc.

Les valeurs ajoutées négatives font partie de la réalité dans la construction et le commerce, mais elles sont plus rares dans les autres branches. Une valeur ajoutée négative est indicatrice de problèmes – à court terme, elle pointe vers une perte de trésorerie, qui en absence de flux de trésorerie compensatoires à plus long terme peut entraîner l'état de cessation de paiements (faillite).

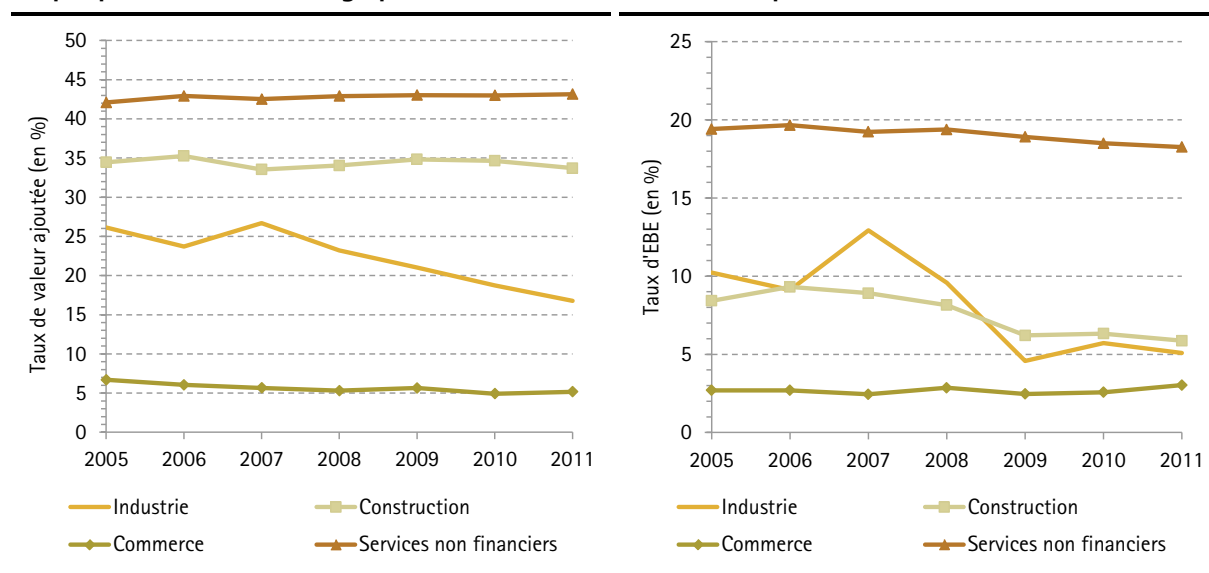
Dans le même graphique, on constate aussi des taux d'EBE négatifs pour chaque branche. L'EBE négatif concerne au moins une entreprise sur quatre dans l'industrie, la construction et le commerce.

Evolution dans le temps des taux de marge

Sur la période de 2005 à 2011, le taux de valeur ajoutée dans l'industrie descend d'un niveau de 25.8% à 16.8%, alors que dans les autres branches il semble osciller autour d'un niveau stationnaire. Pour le taux d'EBE, l'industrie connaît aussi le plus de fluctuations avec un taux d'environ 10.3% en 2005, puis 13.2% en 2007 pour arriver à seulement 5.1% en 2011. Finalement, il diminue dans la construction et les services non financiers, quoique à un rythme moins prononcé que pour l'industrie, tandis qu'il reste relativement stable dans le commerce au cours de la période 2005-2011.

L'évolution des taux de marge à la baisse dans l'industrie est probablement imputable, au moins en partie, à l'essor récent des activités de négoce international. Par conséquent, elle reflète le changement de la structure des activités exercées par les entreprises. En effet, certaines entreprises de l'industrie effectuent le négoce international à titre d'activité secondaire. Alors que la marge est relativement plus faible pour ce genre d'activité que pour les activités purement industrielles, le chiffre d'affaires y associé est bien plus important.

Graphique 25: Taux de marge par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Les taux de marge par pays de résidence de l'unité contrôlante ultime

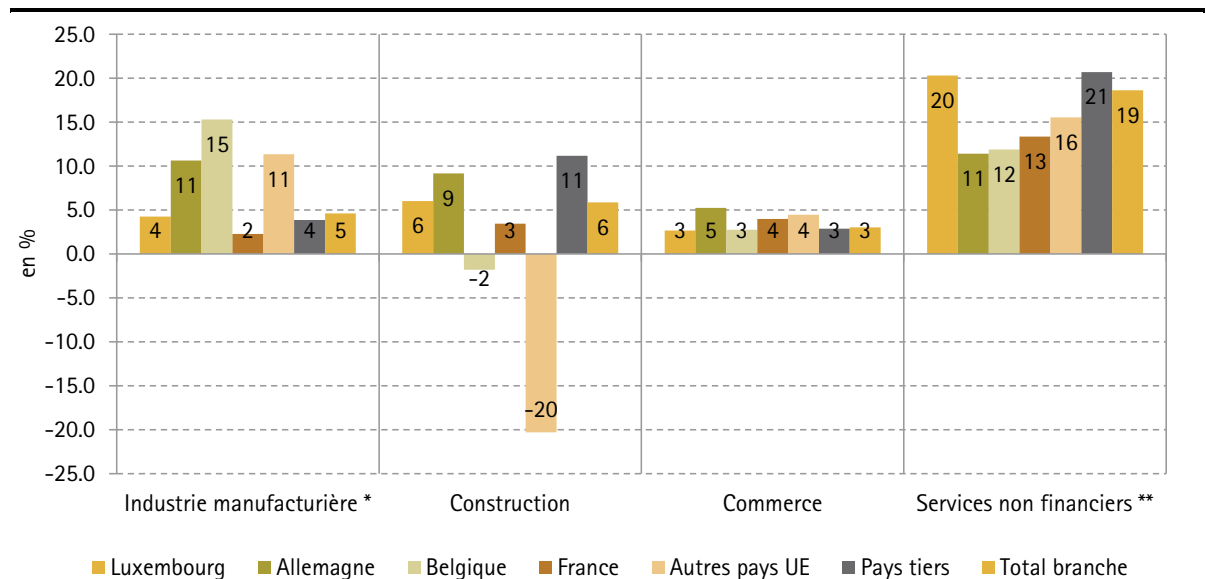
Alors que pour la seule dimension de la branche d'activités économiques les taux d'EBE sont relativement similaires en 2011 (sauf pour les services non financiers), ils diffèrent bien plus lorsqu'on y ajoute la dimension du pays de contrôle ultime. Le graphique ci-dessous fait notamment ressortir que le taux d'EBE des entreprises sous contrôle national ou d'un pays tiers est souvent proche du taux de la branche en 2011. Dans le commerce, le taux d'EBE est presque identique pour chaque pays de contrôle ultime.

Pour les entreprises sous contrôle français, le taux d'EBE est inférieur à celui de la branche, sauf dans le commerce. Le taux d'EBE des entreprises sous contrôle allemand est relativement plus élevé dans toutes les branches à l'exception des services non financiers, où il situe au plus bas niveau (11%). Les entreprises sous contrôle

belge connaissent le taux d'EBE le plus important dans l'industrie manufacturière (15%) et un taux parmi les plus faibles dans les services non financiers (12%), voire négatif dans la construction (-2%). Le taux d'EBE des entreprises sous contrôle d'autres pays de l'UE est fortement négatif dans la construction (-20%), alors que dans l'industrie et le commerce, le taux excède celui de la branche. Finalement, le taux d'EBE des entreprises sous contrôle de pays tiers est supérieur à celui de la branche dans la construction et les services financiers alors qu'il lui est similaire dans l'industrie et le commerce.

Les taux de marge ne mettent donc pas seulement en lumière les spécificités des activités économiques, mais ils peuvent aussi refléter des spécificités par pays (par exemple: politique de fixation des prix, composition du portefeuille des clients, politique de rémunération, etc.) propagées par l'unité institutionnelle contrôlante ultime, notamment dans le cas des groupes d'entreprises.

Graphique 26: Taux d'EBE par branche d'activités économiques et par pays de contrôle ultime en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises ad (*): section C de la NACE Rév.2 ad (**): sections H à N, hors sections I et K, et hors division S95

2.5.2 La composition du coût de production

L'analyse du coût de production vise à mieux comprendre la structure derrière les taux de marge des différentes branches. En absence d'une définition correspondante dans la législation communautaire, le coût de production a été défini comme suit:

Figure 3: Le coût de production et ses composantes dans les SSE

Description
+ Achats de biens et services destinés à la revente
+ Autres achats de biens et de services
- Variation des stocks de biens et de services
- Somme de la production immobilisée, des autres produits d'exploitation (y compris subventions d'exploitation) déduction faite des autres charges d'exploitation (y compris les impôts et taxes indirects)
+ Dépenses de personnel
= Coût de production des biens et services vendus

Les frais financiers et les dotations aux corrections de valeur ne sont pas disponibles dans les SSE et ne n'ont donc pas pu être inclus dans le calcul des coûts.

Par ailleurs, on remarque la présence d'éléments qui peuvent prendre un signe négatif dans les coûts. Il s'agit de:

1. la variation de stocks, qui fonctionne comme un correcteur du montant des charges, étant donné que l'on s'intéresse au coût des biens et services effectivement vendus ;
2. la production immobilisée, qui est notamment un correcteur des dépenses de personnel, mais aussi d'autres charges ayant servi à la production de biens et services pour compte propre ;
3. les subventions d'exploitation et d'autres produits d'exploitation similaires.

Les variables publiées dans le cadre des SSE ne montrent pas séparément les éléments 2) et 3).

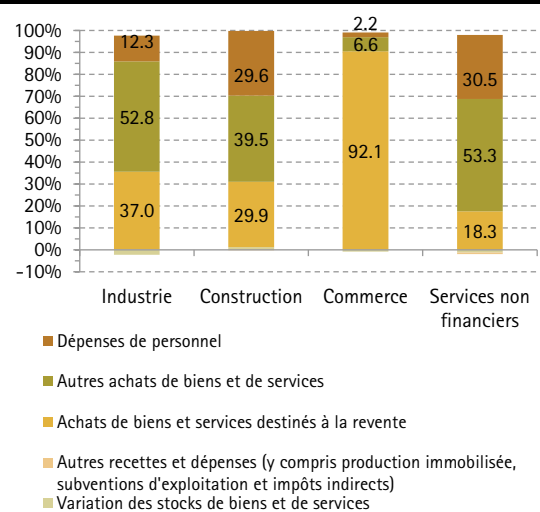
A l'exception du commerce, les « autres achats de biens et services » dominent le coût de production - ils contiennent aussi bien des éléments variables par rapport à l'activité (par

exemple: matières premières et matières consommables, frais de transport, etc.) que des éléments fixes (frais généraux tels que les charges de location immobilière et mobilière, etc.). Les « achats de biens et de services destinés à la revente » comprennent non seulement les achats de marchandises destinés à la revente, mais aussi les prestations de services sous-traitées à d'autres entreprises.

Dans la construction et les services non financiers, la part des dépenses de personnel atteint presque un tiers du coût de production en 2011. Cela ne signifie pas que les dépenses de personnel seraient trop élevées dans ces branches. Plutôt s'agit-il d'une composante essentielle pour y réaliser la production des biens et de services (intensité plus élevée en main-d'œuvre). Il convient de rappeler que les taux de valeur ajoutée sont relativement plus élevés dans les branches de la construction et des services non financiers, le facteur de travail n'ayant pas encore été rémunéré à ce stade.

Dans le commerce, le faible poids des dépenses de personnel s'explique par le fait que le commerce se trouve à la fin de la chaîne de sorte que la valeur des achats est fortement gonflée. Ce faible poids explique également l'écart relativement moins important entre le taux de valeur ajoutée et le taux d'EBE dans cette branche.

Graphique 27: La composition du coût de production des biens et services vendus par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Les éléments de signe négatif sont négligeables.

2.5.3 La répartition de la valeur ajoutée au coût des facteurs

La valeur ajoutée au coût des facteurs sert à rémunérer les acteurs économiques suivants:

Figure 4: Les acteurs économiques rémunérés par la valeur ajoutée au coût des facteurs

Acteur économique	Type de rémunération	Indicateur dans les SSE
les salariés	dépenses de personnel	dépenses de personnel
l'Etat	impôts directs, dont notamment l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt communal commercial	- excédent brut d'exploitation (EBE) ; - investissements bruts en biens corporels.
les établissements de crédit et similaires	charges d'intérêt et remboursements du capital	
les propriétaires ou les titulaires des parts sociales de l'entreprise	résultat après impôts (dividendes, prélèvements, etc.)	
l'entreprise elle-même	maintenir l'appareil productif immobilisé (consommation de capital fixe) et/ou investir.	

En réalité, les entreprises peuvent avoir accès à d'autres ressources financières, telles que par exemple les revenus financiers (revenus en provenance de participations, revenus issus des placements de trésorerie, etc.) ou l'apport de ressources stables (apports en capital, emprunts bancaires, etc.). Cependant, ces éléments ne sont pas mesurés dans le contexte des SSE.

Les SSE fournissent néanmoins deux indicateurs intéressants pour analyser la répartition de la valeur ajoutée:

- la répartition de la valeur ajoutée entre dépenses de personnel et EBE ;
- le taux d'investissement, qui est le rapport entre les investissements bruts en biens corporels et l'EBE.

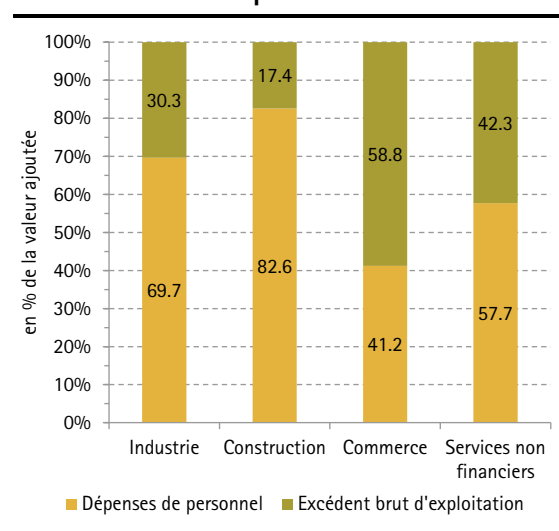
La répartition de la valeur ajoutée entre dépenses de personnel et EBE

La part la plus importante des dépenses de personnel est observée dans la construction (82.6% de la valeur ajoutée en 2011). Dans cette branche, les 17.4% résiduels servent à rémunérer les autres acteurs économiques. Bien que les dépenses de personnel pèsent plus lourdement dans la valeur ajoutée de la construction comparées à l'industrie (69.7%) ou au commerce (41.2%), on peut toutefois observer que le taux d'EBE (exprimé en termes du chiffre d'affaires) est tout à fait comparable entre les différentes branches d'activités économiques. Par consé-

quent, les trois branches semblent avoir une profitabilité similaire en 2011.

La part relative des dépenses de personnel dans la valeur ajoutée dans les services non financières est inférieure à celle observée dans la construction (avec une différence de 24.9 points de pourcent), alors que les dépenses de personnel pèsent aussi lourdement dans le coût de production dans l'une et l'autre branche d'activités économiques.

Graphique 28: La répartition de la valeur ajoutée au coût des facteurs par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Lorsqu'on compare la part des dépenses de personnel dans la valeur ajoutée de la branche d'activité économique avec la distribution des taux par entreprise, on observe que la médiane est proche de la part calculée au niveau de la branche, à l'exception pour les services non financiers. En effet, pour la branche des services non financiers la médiane est égale à zéro, ce qui signifie que la moitié des entreprises qui en font partie n'ont pas de dépenses de personnel. Il s'agit notamment d'entreprises individuelles ainsi que de celles ayant des activités immobilières ou encore des activités spécialisées, scientifiques et techniques (par exemple: activités juridiques, comptables, etc.). Dans le commerce, ce phénomène concerne au moins un quart des entreprises.

Par ailleurs, l'écart interquartile de l'indicateur fluctue autour de 100 points de pourcent, ce qui signifie que sa dispersion est très importante quelle que soit la branche d'activité économique. D'abord, cela est dû à l'hétérogénéité des activités économiques à l'intérieur de chaque branche. Puis, l'EBE peut prendre des valeurs négatives, c'est-à-dire que les dépenses de personnel peuvent excéder la valeur ajoutée et de ce fait générer un ratio qui excède largement les 100 pourcent.

Tableau 7: Distribution de la part des dépenses de personnel dans la valeur ajoutée par entreprise, ventilée par branche d'activités économiques en 2011

	Quartile 1	Médiane	Quartile 3	Ecart inter-quartile
Industrie	9.6	65.8	91.2	81.6
Construction	1.6	76.5	121.2	119.6
Commerce	0.0	42.6	103.6	103.6
Services non financiers	0.0	0.0	78.2	78.2

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

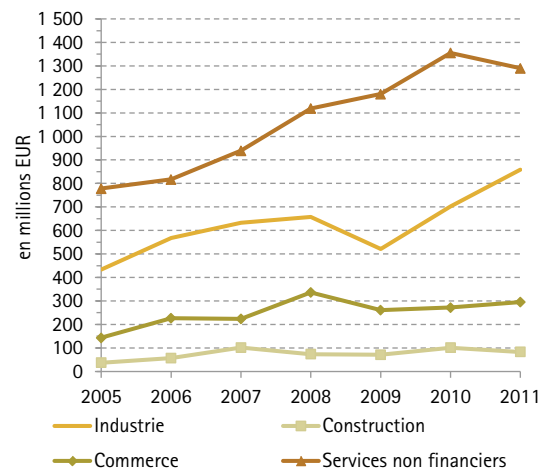
Le taux d'investissement

Le taux d'investissement mesure la part de l'EBE qui est consacrée à l'entreprise elle-même sous forme d'investissements bruts corporels. Ces derniers comprennent les « biens corporels, à savoir tous les biens corporels neufs ou usagés achetés auprès de tiers, acquis dans le cadre

d'un contrat de crédit-bail¹ ou produits pour compte propre et dont la durée d'utilisation est supérieure à un an. »²

Les investissements bruts corporels sont les plus élevés dans les services non financiers. Par contre, si on met les investissements en relation avec le nombre d'entreprises, l'industrie connaît des investissements relativement plus élevés. En 2009, toutes les branches à l'exception des services non financiers ont connu un ralentissement, voire une chute des investissements, la plus spectaculaire étant observée dans l'industrie avec 20.7%.

Graphique 29: Investissements bruts corporels par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

Le taux d'investissement par contre est le plus élevé dans l'industrie sur toute la période allant de 2005 à 2011. Son augmentation spectaculaire en 2009 s'explique toutefois plus par une chute plus importante de l'EBE plutôt que par un accroissement des investissements bruts corporels (cf. graphique précédent). Ces dernières années, quasiment la totalité de l'EBE dans l'industrie a été consacrée aux investissements.

¹ Dans les SSE au Luxembourg, les biens acquis dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ne sont considérés comme investissements que lorsqu'ils sont inscrits à l'actif immobilisé du bilan.

² cf. annexe I, sous code 15 11 0, du règlement (CE) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 [...] qui concerne la définition des caractéristiques [...] pour les statistiques structurelles sur les entreprises.

Or, les entreprises y devaient forcément avoir eu recours à des ressources financières externes pour financer les investissements, étant donné qu'elles étaient censées encore rémunérer les établissements de crédits, les titulaires des parts sociales et l'Etat. Dans les autres branches, le taux d'investissement se situe entre 10% et 35% sur la période de 2005 à 2011.

Graphique 30: La part des investissements bruts corporels dans l'EBE par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

2.6 Productivité du travail

2.6.1 L'analyse des indicateurs de productivité du travail en cascade

Dans les SSE, la productivité du travail peut être mesurée à travers d'indicateurs monétaires, dont les suivants:

- la (valeur de la) production divisée par le nombre de personnes occupées, qui constitue le point de départ de l'analyse de la productivité. Le chiffre d'affaires n'est pas l'indicateur approprié dans ce contexte, car il contient des éléments non produits dans l'entreprise, tels que par exemple les services sous-traités ou les biens revendus en l'état ;
- la valeur ajoutée divisée par le nombre de personnes occupées, encore appelée « productivité apparente du travail » ;

- la productivité du travail nette du coût moyen du personnel, plus précisément des dépenses de personnel divisées par le nombre de salariés ;

Chaque indicateur représente une valeur par personne. Comme pour les taux de marge analysés dans la section précédente, on peut représenter les différents indicateurs de productivité en cascade. La pente observée entre les indicateurs de productivité traduit l'évolution de la productivité tout au long du processus de production.

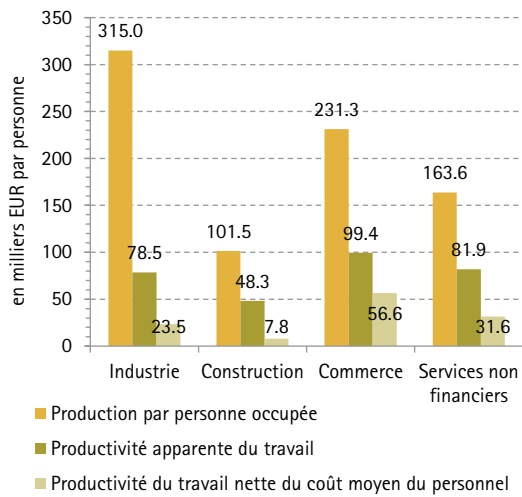
La production par personne traduit la productivité d'un pur point de vue recettes issues de la production assurée par l'entreprise elle-même. Selon cet indicateur, l'industrie est la plus productive avec 315 milliers EUR par personne occupée en 2011, suivie par le commerce (231.3 milliers EUR), les services non financiers (163.6 milliers EUR) et la construction (101.5 milliers EUR).

La productivité apparente de la main-d'œuvre, qui est le rapport entre la valeur ajoutée au coût des facteurs et le nombre de personnes occupées, reflète pour chaque personne occupée la valeur de la production après en avoir retiré le coût des biens et services utilisés dans le processus de production de l'entreprise ainsi que le solde net des impôts indirects et des subventions d'exploitation. La productivité apparente du travail connaît son plus haut niveau dans le commerce (99.4 milliers EUR par personne) et son plus bas niveau dans la construction (48.3 milliers EUR). Dans l'industrie, il ne reste plus que 24.9% de la valeur produite par personne après prise en compte de la consommation intermédiaire et du solde net des impôts indirects et des subventions d'exploitation – dans la construction, ce taux s'élève à 47.6%.

En retranchant de la productivité apparente du travail le coût moyen du personnel, on obtient le surplus réalisé par unité de travail et qui revient à l'entreprise. Dans ce contexte, la main-d'œuvre reste la plus productive dans le commerce, avec un surplus de 56.6 milliers EUR par personne en 2011. Dans la construction, le surplus n'est que de 7.8 milliers EUR par personne. Après avoir rémunéré le personnel, il reste moins de 10% de la valeur de la production par personne dans l'industrie et la construction, alors

que dans le commerce et les services non financiers, il en reste 24.5% respectivement 19.3%.

Graphique 31: Les indicateurs de productivité par branche d'activités économiques en 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

2.6.2 La productivité du travail ajustée par les salaires: une analyse longitudinale

S'agissant d'indicateurs en valeur monétaire dans la section précédente, leur évolution dans le temps reflète non seulement les gains ou pertes de productivité, mais également les effets de variation des prix. Plutôt que de s'intéresser aux variations du niveau des indicateurs par année, il convient d'analyser la relation entre eux par année.

C'est là où intervient la « productivité du travail ajustée par les salaires », qui se définit comme le rapport entre la productivité apparente du travail et le coût moyen du personnel.

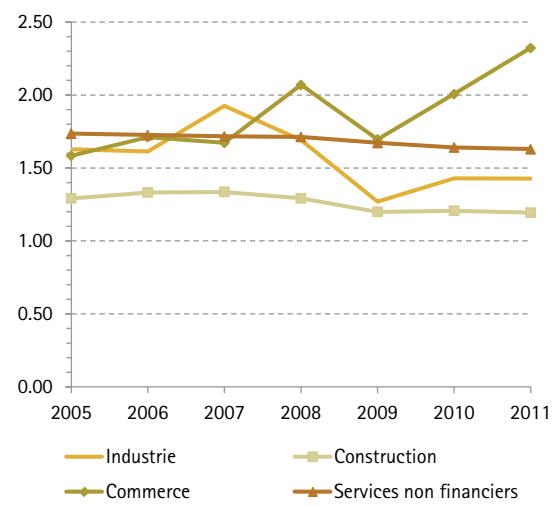
Dans l'industrie, l'évolution a été favorable jusqu'en 2007 avec un niveau de pointe de 1.93 EUR de valeur ajoutée pour 1 EUR de dépenses de personnel par unité de travail. Puis, la branche a vu sa productivité diminuer vers un

niveau stationnaire de 1.43 EUR à partir de 2010, niveau qui est désormais en-deçà de celui des services non financiers et du commerce.

Dans la construction et les services non financiers, on observe une baisse continue de la productivité du travail ajustée par les salaires. En 2005, une personne occupée dans la construction a généré 1.29 EUR de valeur ajoutée pour 1 EUR de dépenses de personnel, contre seulement 1.19 EUR en 2011. Dans les services non financiers, la productivité ainsi mesurée est passé de 1.74 EUR en 2005 à 1.63 EUR en 2011.

Le commerce ne présente pas la productivité la plus élevée sur toute la période de 2005 à 2011, mais uniquement depuis 2008. L'évolution semble être en phase avec l'essor du négoce international, qui influence de manière significative les indicateurs de productivité des années récentes. Cet exemple montre que, dans un contexte de globalisation, il peut tout à fait être justifié de remettre en question le concept même de la productivité du travail lorsque celle-ci est mesurée au seul niveau national.

Graphique 32: La productivité du travail ajustée par les salaires par branche d'activités économiques de 2005 à 2011



Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

3. Tableaux de bord de l'économie marchande non financière

Les tableaux de bord présentent les principaux indicateurs de l'économie marchande non financière, ventilés suivant les axes d'analyse disponibles dans les SSE, à savoir le temps, la branche d'activités économiques, la taille d'emploi et le pays de contrôle ultime.

Tableau 8: Tableau de bord de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011

Indicateur	Unité de mesure	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre d'entreprises	entreprises	23 426	24 387	25 285	26 853	27 784	28 462	29 165
Personnes occupées	personnes	208 767	211 479	221 160	232 823	229 289	235 109	240 770
Chiffre d'affaires (y compris redevances reçues)	millions EUR	64 465	76 395	84 858	107 141	91 175	118 999	136 555
Production	millions EUR	30 156	33 715	37 658	41 936	38 091	42 447	45 687
Valeur ajoutée au coût des facteurs	millions EUR	13 064	14 327	16 097	17 578	16 071	17 500	19 055
Excédent brut d'exploitation	millions EUR	5 368	5 983	6 989	7 703	6 040	7 069	8 001
Investissements bruts corporels	millions EUR	1 392	1 668	1 897	2 186	2 033	2 430	2 527
Part dans l'économie luxembourgeoise								
nombre d'entreprises ⁽²⁾	%	83.5	83.5	83.5	83.5	83.4	83.2	82.8
emploi ^{(1) (3)}	%	67.8	66.3	66.4	66.6	65.0	65.5	65.1
valeur ajoutée au coût des facteurs ^{(1) (3)}	%	48.9	47.6	48.3	52.8	50.8	49.8	51.2
Productivité apparente du travail	milliers EUR / pers.	62.6	67.7	72.8	75.5	70.1	74.4	79.1
Coût moyen du personnel	milliers EUR / pers.	38.6	41.3	43.0	44.3	45.7	46.4	47.8
Taux d'excédent brut d'exploitation	%	8.3	7.8	8.2	7.2	6.6	5.9	5.9
Taux de variation par rapport à l'année précédente								
emploi	%	n.d.	1.3	4.6	5.3	-1.5	2.5	2.4
production	%	n.d.	11.8	11.7	11.4	-9.2	11.4	7.6
Taux de survie en 2011 des entreprises créées de 2006 à 2010 ⁽²⁾	%	n.d.	56.2	60.9	70.7	78.4	89.4	n.a.

Sources: STATEC,

- (1) statistiques structurelles sur les entreprises
- (2) démographie des entreprises
- (3) comptes nationaux annuels, PIB au coût des facteurs (prix courants)

Tableau 9: Tableau de bord par branche d'activités économiques de l'économie marchande non financière en 2011

Indicateur	Unité de mesure	Industrie	Construction	Commerce	Services non financiers
Nombre d'entreprises	entreprises	993	3 300	7 473	17 399
Personnes occupées	personnes	37 041	40 629	47 459	115 641
Chiffre d'affaires (y compris redevances reçues)	millions EUR	17 320	5 824	91 475	21 937
Production	millions EUR	11 667	4 123	10 977	18 921
Valeur ajoutée au coût des facteurs	millions EUR	2 906	1 963	4 719	9 466
Excédent brut d'exploitation	millions EUR	882	342	2 773	4 005
Investissements bruts corporels	millions EUR	859	83	295	1 290
Part dans l'économie luxembourgeoise					
nombre d'entreprises ⁽²⁾	%	2.8	9.3	21.2	49.3
emploi ^{(1) (3)}	%	10.0	11.0	12.8	31.3
valeur ajoutée au coût des facteurs ^{(1) (3)}	%	7.8	5.3	12.7	25.4
Productivité apparente du travail	milliers EUR / pers.	78.5	48.3	99.4	81.9
Coût moyen du personnel	milliers EUR / pers.	55.0	40.5	42.8	50.2
Taux d'excédent brut d'exploitation	%	5.1	5.9	3.0	18.3
Taux annuel moyen de variation entre 2005 et 2011					
emploi	% / an	-0.3	2.4	2.4	3.4
production	% / an	3.7	4.7	14.7	6.7
Taux de survie des entreprises créées en 2006 ⁽²⁾	%	59.3	57.6	56.2	54.1

Sources: STATEC,

- (1) statistiques structurelles sur les entreprises
- (2) démographie des entreprises
- (3) comptes nationaux annuels, PIB au coût des facteurs (prix courants)

Tableau 10: Tableau de bord par classe de taille d'emploi de l'économie marchande non financière en 2011

Indicateur	Unité de mesure	Moins de 10	10 à 19	20 à 49	50 à 249	Au moins 250
		personnes occupées	personnes occupées	personnes occupées	personnes occupées	personnes occupées
Nombre d'entreprises	entreprises	25 382	1 880	1 167	594	142
Personnes occupées	personnes	43 714	25 014	35 474	58 521	78 047
Chiffre d'affaires (y compris redevances reçues)	millions EUR	21 269	9 088	7 826	63 652	34 722
Production	millions EUR	7 692	3 817	4 636	12 280	17 262
Valeur ajoutée au coût des facteurs	millions EUR	4 163	1 573	2 037	5 458	5 824
Excédent brut d'exploitation	millions EUR	2 663	526	409	2 691	1 712
Investissements bruts corporels	millions EUR	221	105	150	627	1 424
Part dans l'économie marchande non financière						
nombre d'entreprises	%	87.0	6.5	4.0	2.0	0.5
emploi	%	18.2	10.4	14.7	24.3	32.4
valeur ajoutée au coût des facteurs	%	21.8	8.3	10.7	28.6	30.6
Productivité apparente du travail	milliers EUR / pers.	95.2	62.9	57.4	93.3	74.6
Coût moyen du personnel	milliers EUR / pers.	42.5	43.3	46.2	47.4	52.7
Taux d'excédent brut d'exploitation	%	12.5	5.8	5.2	4.2	4.9
Taux annuel moyen de variation entre 2005 et 2011						
emploi	% / an	3.1	2.9	3.6	3.0	1.0
production	% / an	6.4	9.0	0.3	11.8	6.6
Part du nombre d'entreprises dans l'économie luxembourgeoise par classe de taille d'emploi ⁽²⁾	%	82.2	88.1		81.8	70.4

Sources: STATEC,

(1) statistiques structurelles sur les entreprises

(2) démographie des entreprises (classes de taille de salariés). La classe de taille des entreprises occupant 10 à 49 salariés n'est pas subdivisée dans la démographie des entreprises.

Tableau 11: Tableau de bord par pays de résidence de l'unité contrôlante ultime de l'économie marchande non financière en 2011

Indicateur	Unité de mesure	National			Etranger	
		Luxembourg	Union européenne	Etats-Unis	Autres pays tiers *	
Nombre d'entreprises	entreprises	20 533	1 673	161	6 798	
Personnes occupées	personnes	144 406	53 553	12 247	30 564	
Chiffre d'affaires (y compris redevances reçues)	millions EUR	77 437	26 654	22 331	10 133	
Production	millions EUR	23 334	9 893	7 572	4 887	
Valeur ajoutée au coût des facteurs	millions EUR	10 981	4 113	1 781	2 180	
Excédent brut d'exploitation	millions EUR	4 407	1 723	1 033	838	
Investissements bruts corporels	millions EUR	1 721	530	158	119	
Part dans l'économie marchande non financière						
nombre d'entreprises	%	70.4	5.7	0.6	23.3	
emploi	%	60.0	22.2	5.1	12.7	
valeur ajoutée au coût des facteurs	%	57.6	21.6	9.3	11.4	
Productivité apparente du travail	milliers EUR / pers.	76.0	76.8	145.5	71.3	
Coût moyen du personnel	milliers EUR / pers.	48.5	44.9	61.2	44.6	
Taux d'excédent brut d'exploitation	%	5.7	6.5	4.6	8.3	

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

ad (*): La rubrique « Autres pays tiers » englobe également la sous-rubrique « Pays inconnu ou non-alloué »

4. Sources et méthodes

4.1 Base légale et utilisations

L'objectif des statistiques structurelles sur les entreprises (SSE) est de mettre à disposition des décideurs nationaux et européens ainsi que des agents économiques en général des statistiques communautaires annuelles harmonisées et comparables sur la structure, l'activité, la compétitivité et la performance des entreprises productrices de biens et de services marchands dans l'Union européenne. Les SSE couvrent le niveau le plus détaillé de la nomenclature statistique des activités économiques NACE et permettent donc des analyses très fines par branches d'activités.

Parmi les utilisateurs des SSE, on trouve notamment les décideurs politiques, les bureaux d'études, les instituts de recherche, les représentants de professions ou de secteurs, ou encore les entreprises visant à s'établir au Luxembourg. En interne du STATEC, les SSE sont utilisées dans l'établissement des comptes nationaux annuels et des statistiques à court terme ainsi qu'à des fins de recherche scientifique.

Depuis l'année de référence 1996¹, les statistiques structurelles sur les entreprises (SSE) sont établies annuellement sur base d'un règlement communautaire. Le règlement actuellement en vigueur² est applicable à partir de l'année de référence 2008. Les données du présent bulletin (y compris les données de 2005 à 2007) ont été établies selon ce cadre méthodologique.

¹ Avant 1995, la Directive 72/221/CEE du Conseil du 6 juin 1972 concernant l'organisation d'enquêtes annuelles coordonnées sur l'activité industrielle constituait la base juridique de l'enquête sur les activités dans l'industrie et dans le bâtiment. Pour les secteurs du commerce et des services, des enquêtes à intervalles irréguliers étaient effectuées pour les besoins des comptes nationaux.

² Règlement (CE) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises (refonte)

4.2 Collecte des données

Les SSE sont produites dans un délai d'environ une année et demie à compter du 31 décembre de l'année de référence (par exemple: été 2014 pour l'année de référence 2012). A priori, ce délai peut sembler long. Cependant, il faut le relativiser par le fait que les entreprises publient leurs comptes annuels dans un délai de +/- 6 mois à compter de leur date de clôture et que les données en provenance des entreprises doivent d'abord être collectées et traitées de manière à les rendre comparables. De plus, les données nécessaires pour établir les statistiques sont collectées à travers plusieurs sources qui doivent être intégrées et dont le moment de disponibilité varie.

4.2.1 Le cœur de la collecte: l'enquête structurelle sur les entreprises

L'enquête structurelle sur les entreprises est menée annuellement auprès d'un échantillon d'environ 3 000 entreprises résidentes de l'économie marchande non financière.

Le plan de sondage est défini de la manière suivante:

- les grandes entreprises, qui occupent plus de 45 salariés ou ont réalisé un chiffre d'affaires annuel hors TVA de plus de 7 millions EUR, ainsi que les entreprises liées juridiquement à une de ces entreprises, sont sélectionnées d'office ;
- un échantillon de petites entreprises ne remplissant pas les critères précités, mais qui ont réalisé un chiffre d'affaires d'au moins 100 000 EUR, est prélevé de façon aléatoire et suivant un principe de rotation.

Le taux de réponse s'élève à 84% en 2011.

Le questionnaire¹ couvre la structure des parts sociales (actionnariat), l'emploi, le bilan, le compte de profits et pertes (détaillé et modulé en fonction de l'activité économique) ainsi qu'un tableau détaillé relatif aux opérations sur biens d'investissement. Il fonde sur les plans comptables les plus pratiqués au Luxembourg. Les petites entreprises peuvent remplir un questionnaire fortement allégé. Depuis l'année de référence 2011, le questionnaire a été aménagé de sorte à permettre aux entreprises qui déposent le solde des comptes repris au plan comptable normalisé de profiter d'allègements significatifs.

La taille du questionnaire est telle que, depuis le premier lancement de son enquête, le STATEC donne le choix aux entreprises soit de remplir le questionnaire qui leur a été adressé dans son entièreté, soit de le remplir partiellement et de transmettre leurs documents comptables (balance détaillée des soldes, comptes annuels, tableau d'amortissement, etc.) comprenant les mêmes types d'informations. Près de neuf entreprises sur dix optent pour cette dernière méthode. Si la charge pesant sur les entreprises se trouve ainsi minimisée (1 heure en moyenne par entreprise), la charge pesant sur les agents du STATEC est devenue lourde et complexe au fil du temps (7 heures en moyenne pour la préparation et la validation d'un questionnaire).

Les données collectées par l'enquête sont au fur et à mesure confrontées aux données administratives et aux données historiques. Pendant quelques mois, les données sont alors validées au niveau individuel (micro-données) et au niveau de la branche d'activités économiques (tableaux).

4.2.2 Sources administratives et autres sources statistiques

Pour établir les SSE, les données de l'enquête sont complétées par des sources administratives et d'autres sources statistiques:

1. le Répertoire des entreprises du STATEC, qui centralise plusieurs sources administratives afin de permettre l'identification de chaque entreprise au Luxembourg et de lui attribuer certaines caractéristiques centrales (code NACE, secteur institutionnel, etc.) ;
2. des extraits de fichiers de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) pour les données sur le chiffre d'affaires déclaré dans le cadre de la TVA ;
3. des extraits de fichiers de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) pour l'emploi, les dépenses de personnel et les heures travaillées ;
4. des extraits de fichiers issus de l'EuroGroupsRegister (EGR), qui est une base de données gérée par Eurostat sur le plan communautaire et qui contient des informations relatives à la structure des 10 000 groupes d'entreprises les plus importants dans l'Union européenne. Ces fichiers servent à compléter les données sur les unités institutionnelles contrôlantes ultimes ;
5. les données en provenance d'autres enquêtes menées au sein du STATEC (par exemple: enquête sur les investissements directs étrangers, enquête sur les activités économiques, etc.).

A titre ponctuel, les données sont complétées par les informations et documents disponibles auprès du Registre de Commerce et des Sociétés au Luxembourg (RCSL). A l'avenir, on pourra s'attendre à un recours accru aux données de la Centrale des bilans.

4.2.3 Aperçu des sources d'information par groupe de caractéristiques des SSE

Les sources ont des degrés de couverture différents par rapport à l'enquête de sorte qu'il ne faut non seulement procéder à une intégration des sources, mais également recourir à des imputations et estimations (extrapolations) afin d'assurer le maintien de la qualité des données.

¹ Pour le questionnaire de l'enquête actuellement en cours: cf. Portail des statistiques, Enquêtes, [Enquêtes structurelles des entreprises](#)

Figure 5: Les sources d'information des SSE par caractéristique

(Groupe de) Caractéristique(s)	Sources utilisées (utilisation entre parenthèses)
Nombre d'entreprises	Répertoire des entreprises sur base de critères d'activité économique, de chiffre d'affaires à la TVA, et d'emploi suivant IGSS
Toutes caractéristiques du compte de profits et pertes, à l'exception des dépenses de personnel, ainsi que toute variable dérivée (par exemple: chiffre d'affaires, production, etc., etc.)	enquête structurelle sur les entreprises (source principale), chiffre d'affaires à la TVA (imputation par ratio)
Emploi, dépenses de personnel, heures travaillées	enquête structurelle sur les entreprises (source principale), fichiers de l'IGSS (imputation par ratio)
Investissements	enquête structurelle sur les entreprises (source principale), données relatives à la déclaration TVA (imputation par ratio) et fichiers IGSS (imputation par ratio)

4.2.4 L'erreur d'échantillonnage de la collecte

Le fait de recourir à une collecte par voie de sondage génère des erreurs d'échantillonnage (en anglais: *sampling error*), c'est-à-dire des erreurs qui résultent de la nécessité d'estimer les données non couvertes par l'enquête. Par conséquent, les résultats affichés dans les tableaux relatifs aux SSE sont grevés d'une incertitude, dont l'étendue dépend de la méthode d'estimation, de la taille de l'échantillon, du taux de sondage et de la variabilité de chaque caractéristique dans l'échantillon.

A l'aide de formules mathématiques et sous contrainte de certaines hypothèses, on peut estimer un intervalle de confiance pour une caractéristique ; l'objectif principal étant de fournir une indication de la qualité des estimations. Le point de départ constitue l'estimation de la variance d'échantillonnage (en anglais:

sampling variance) pour une caractéristique donnée (par exemple, chiffre d'affaires). En divisant la racine carrée de la variance d'échantillonnage par la valeur totale (estimée) de la caractéristique, on obtient le coefficient de variation de l'estimateur. Ce dernier traduit la variabilité et donc le degré d'imprécision des estimations.

A titre d'exemple d'interprétation et sans tenir compte des erreurs de mesure potentielles (en anglais: *non-sampling errors*), il y a 95 chances sur 100 que la « vraie » valeur du chiffre d'affaires de l'économie marchande non financière en 2011 se situe dans une fourchette entre 135 736 millions EUR et 137 374 millions EUR. Les chiffres du tableau ci-après sont exprimés en % de la valeur totale de la variable pour l'économie marchande non financière – bien évidemment, l'intervalle ne s'applique pas tel quel sur des ventilations plus fines (par exemple, par branche d'activités économiques).

Tableau 12: La variabilité des estimations pour les caractéristiques-clé des SSE au niveau de l'économie marchande non financière en 2011

Caractéristique	Coefficient de variation, en % de la valeur totale de la caractéristique	Intervalle de confiance (95%) exprimé en % de la valeur totale de la caractéristique
Nombre d'entreprises	0.0%	[100.0% ; 100.0%]
Nombre de personnes occupées	0.1%	[99.8% ; 100.2%]
Nombre de salariés	0.0%	[100.0% ; 100.0%]
Chiffre d'affaires	0.3%	[99.4% ; 100.6%]
Dépenses de personnel	0.3%	[99.4% ; 100.6%]
Valeur ajoutée au coût des facteurs	1.1%	[97.8% ; 102.2%]
Investissements bruts corporels	1.3%	[97.5% ; 102.5%]

Source: STATEC, statistiques structurelles sur les entreprises

4.2.5 Identification de l'unité institutionnelle contrôlante des entreprises résidentes

L'identification de l'unité institutionnelle contrôlante ultime d'une entreprise se fait à travers un exercice d'intégration de données en provenance de plusieurs sources dont aucune n'est exhaustive: l'enquête structurelle sur les entreprises, l'enquête sur les investissements directs étrangers et l'EGR. Ces sources sont complétées le cas échéant par des recherches ponctuelles dans le RC SL.

Plusieurs cas de figure se présentent dans le cadre de cet exercice:

- en cas de multiples informations, un arbre décisionnel permet de trancher entre les différentes sources ;
- en cas d'informations partielles, l'unité institutionnelle contrôlante ultime est inconnue ou incertaine (64.3% du nombre d'entreprises en 2011) et correspond par approximation à celle qui se situe le plus haut possible dans la structure de l'actionariat de l'entreprise résidente ;
- en absence de sources d'informations, le pays de résidence de l'unité institutionnelle contrôlante ultime est par hypothèse alloué au Luxembourg (6.4% du nombre d'entreprises en 2011). Le recours à cette hypothèse concerne essentiellement les entreprises occupant moins de 5 personnes ce qui impacte donc faiblement les autres variables d'intérêt (par exemple, chiffre d'affaires, emploi)

L'unité institutionnelle contrôlante ultime a été identifiée pour 29.3% des entreprises en 2011 – le taux de couverture de ces mêmes entreprises est 87.4% pour le chiffre d'affaires et 66.8% du nombre de personnes occupées en 2011.

Plus de détails au sujet de la méthodologie des statistiques sur la structure et l'activité des filiales étrangères sont disponibles dans le manuel de recommandation édité par Eurostat.¹

¹ cf. Commission européenne (Eurostat), [Foreign Affiliates Statistics \(FATS\) Recommendations Manual](#), Methodological and working papers, 2012 edition

4.2.6 Les sources de la démographie des entreprises

Les statistiques relatives à la création, la cessation et la survie des entreprises sont régies par le même règlement que les SSE dans le chapitre consacré à la démographie des entreprises. Contrairement aux SSE proprement dites, ces statistiques sont exclusivement établies sur base des informations disponibles dans le Répertoire des entreprises du STATEC.

Le Répertoire contient des données en provenance de sources administratives, dont notamment le fichier signalétique TVA de l'AED, le fichier des employeurs de la Sécurité Sociale et le Répertoire général des personnes physiques et morales géré par le Centre Informatique de l'Etat. Ces données sont complétées par des informations complémentaires collectées par le STATEC à travers les différentes sources statistiques en vue d'attribuer le code NACE et le secteur institutionnel ainsi que de définir le périmètre de l'entreprise.

Préalablement à l'établissement des statistiques, les données de base font l'objet de travaux d'intégration et de validation, notamment pour neutraliser les « fausses » créations et cessations d'entreprises.

A la différence des SSE proprement dites, le champ de la démographie des entreprises couvre quasiment l'économie totale. Néanmoins, les chiffres présentés dans ce bulletin se limitent aux statistiques relatives à l'économie marchande non financière. De plus, par un souci de comparaison avec les activités économiques couvertes dans les sections précédentes du bulletin, les services de réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (division S95) ont été omis² des tableaux statistiques relatifs à la démographie des entreprises présentés dans ce bulletin.

² La démographie des entreprises ne prévoit pas de ventilation par division pour la section S de sorte que les données séparées pour la division S95 ne soient pas disponibles. L'exclusion a un effet négligeable sur les données présentées dans ce bulletin.

4.3 Autres aspects qualitatifs des SSE

4.3.1 Confidentialité statistique

Le contrôle de la confidentialité des SSE est traditionnellement un processus lourd, mais nécessaire vu les ventilations détaillées des SSE. En effet, la garantie de la confidentialité des données envoyées par les entreprises peut être perçue comme la contrepartie du caractère obligatoire de l'enquête.

Suivant le type de tableau des SSE, entre 40% et 60% des cellules sont marquées confidentielles. Ce taux élevé est due à la petite taille du pays d'une part et au degré de détail élevé des SSE d'autre part.

Pour chaque tableau, le travail consiste à supprimer la valeur des cellules qui sont confidentielles en vertu des règles de confidentialité définies au préalable. Les règles prévoient que la valeur d'une cellule ne doit pas être dominée au-delà d'un certain seuil par une ou deux entreprises. Une telle cellule est alors supprimée, voire regroupée avec une autre de sorte à entraîner une perte des détails disponibles aux utilisateurs des SSE.

4.3.2 Politique de révision

Les SSE font l'objet de révisions, mais celles-ci ne sont pas réalisées à des moments prédéfinis, comme c'est par exemple le cas des comptes nationaux annuels. En l'occurrence, les SSE présentées dans ce bulletin sont des données révisées. La révision a été réalisée pour les raisons suivantes:

- redressement des données de base à partir de 2005 (par exemple: adaptation tout au long de la série du code NACE de certaines entreprises, adaptation de la définition du périmètre de l'unité statistique « entreprise », prise en compte de données d'enquête plus complètes et corrigées, etc.) ;
- implémentation de sources administratives plus détaillées de l'IGSS pour les volets « emploi », « heures travaillées » et « dépenses de personnel » à partir de 2005, ainsi que des fichiers de déclaration à la TVA pour le volet « investissements » entre 2005 et 2009 ;
- implémentation de la nomenclature NACE Rév.2 pour les années 2005 à 2007 ;
- harmonisation des méthodes d'imputation et d'estimation sur toute la série à partir de 2005.

5. Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1: Le nombre d'entreprises issues de l'économie marchande non financière en 2011	6
Tableau 2: Le nombre d'entreprises par classe de taille d'emploi en 2011	8
Tableau 3: Le nombre d'entreprises par zone et pays de résidence de l'unité institutionnelle contrôlante ultime en 2011	10
Tableau 4: Le nombre de personnes occupées de l'économie marchande non financière par classe de taille d'emploi en 2011	14
Tableau 5: Le nombre de personnes occupées par zone et pays de résidence de l'unité institutionnelle contrôlante ultime en 2011	14
Tableau 6: Poids (en % du PIB) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2011, selon le pays de contrôle ultime	21
Tableau 7: Distribution de la part des dépenses de personnel dans la valeur ajoutée par entreprise, ventilée par branche d'activités économiques en 2011	27
Tableau 8: Tableau de bord de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011	30
Tableau 9: Tableau de bord par branche d'activités économiques de l'économie marchande non financière en 2011	30
Tableau 10: Tableau de bord par classe de taille d'emploi de l'économie marchande non financière en 2011	31
Tableau 11: Tableau de bord par pays de résidence de l'unité contrôlante ultime de l'économie marchande non financière en 2011	31
Tableau 12: La variabilité des estimations pour les caractéristiques-clé des SSE au niveau de l'économie marchande non financière en 2011	34
Graphique 1: Le poids de l'économie marchande non financière (en % du nombre d'entreprises actives) dans l'économie luxembourgeoise en 2005 et en 2011	5
Graphique 2: Le nombre d'entreprises par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	6
Graphique 3: Le nombre d'entreprises de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et dans la démographie des entreprises	7
Graphique 4: La répartition des entreprises par classe de taille d'emploi et par branche d'activités économiques en 2011	8
Graphique 5: Les formes juridiques des entreprises de l'économie marchande non financière en 2011	9
Graphique 6: La répartition des formes juridiques par branche d'activités économiques en 2011	9
Graphique 7: Le nombre de créations et de cessations d'entreprises par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	10
Graphique 8: Le taux de création et le taux de cessation d'entreprises (en % du nombre d'entreprises actives) par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	11

Graphique 9: Taux de changement net d'entreprises (en % des entreprises actives) par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	11
Graphique 10: Taux de survie en 2011 (en %) des entreprises créées de 2006 à 2010, ventilé par branche d'activités économiques	12
Graphique 11: Le nombre de personnes occupées et de salariés de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011	13
Graphique 12: Le nombre de personnes occupées par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	13
Graphique 13: Le nombre de personnes occupées des services non financiers de 2005 à 2011, ventilé par activité économique	14
Graphique 14: Nombre de postes d'emploi salarié occupés (moyenne annuelle) dans les entreprises créées en 2006 par branche d'activités économiques de 2006 à 2011	15
Graphique 15: Les dépenses de personnel, ainsi que ses composantes, de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011	15
Graphique 16: Le coût moyen du personnel par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	16
Graphique 17: Le chiffre d'affaires et la production de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011	17
Graphique 18 : Chiffre d'affaires et production par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	17
Graphique 19: La production de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et les comptes nationaux	18
Graphique 20: Poids (en % du PIB) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2005 et en 2011, selon la branche d'activités économiques	19
Graphique 21: La valeur ajoutée de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 dans les SSE et les comptes nationaux	20
Graphique 22: Poids (en % du PIB) de l'économie marchande non financière dans l'économie luxembourgeoise en 2011, selon la taille d'emploi	21
Graphique 23: L'entonnoir des taux de marge par branche d'activités économiques en 2011	22
Graphique 24: Box plot des taux de marge des entreprises par branche d'activités économiques en 2011	22
Graphique 25: Taux de marge par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	23
Graphique 26: Taux d'EBE par branche d'activités économiques et par pays de contrôle ultime en 2011	24
Graphique 27: La composition du coût de production des biens et services vendus par branche d'activités économiques en 2011	25
Graphique 28: La répartition de la valeur ajoutée au coût des facteurs par branche d'activités économiques en 2011	26
Graphique 29: Investissements bruts corporels par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	27

Graphique 30: La part des investissements bruts corporels dans l'EBE par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	28
Graphique 31: Les indicateurs de productivité par branche d'activités économiques en 2011	29
Graphique 32: La productivité du travail ajustée par les salaires par branche d'activités économiques de 2005 à 2011	29
Figure 1: La valeur ajoutée au coût des facteurs	18
Figure 2: Les deux concepts de valeur ajoutée	20
Figure 3: Le coût de production et ses composantes dans les SSE	25
Figure 4: Les acteurs économiques rémunérés par la valeur ajoutée au coût des facteurs	26
Figure 5: Les sources d'information des SSE par caractéristique	34

6. Pour en savoir plus

6.1 Publications antérieures

STATEC, [Les autres industries manufacturières depuis 1960](#), Le Luxembourg 1960 – 2010, avril 2013
STATEC, [L'essor du secteur tertiaire au Luxembourg](#), Le Luxembourg 1960 – 2010, décembre 2012
STATEC, [Regards sur la démographie des entreprises au Luxembourg](#), Regards N° 13/2011, mai 2011
STATEC, [L'accès au financement des PME luxembourgeoises en 2010](#), Bulletin N° 3/2011, novembre 2011
STATEC, [Nomenclature d'activités NACELUX Rév. 2](#), octobre 2008
STATEC, [Démographie des entreprises : Résultats 1998 – 2004](#), Bulletin N° 5/2007, juin 2007
STATEC, [Répertoire des entreprises](#), octobre 2013

6.2 Règlements communautaire actuellement en vigueur

6.2.1 Cadre légal directement lié aux SSE

[Règlement \(CE\) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises \(refonte\)](#)

[Règlement \(CE\) no 250/2009 de la Commission du 11 mars 2009 portant application du règlement \(CE\) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les définitions des caractéristiques, le format technique de transmission des données, les exigences en matière de double déclaration selon la NACE Rév. 1.1 et la NACE Rév. 2 et les dérogations \[...\]](#)

[Règlement \(CE\) no 251/2009 de la Commission du 11 mars 2009 appliquant et modifiant le règlement \(CE\) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les séries de données à produire pour les statistiques structurelles sur les entreprises et les adaptations rendues nécessaires par la révision de la classification statistique des produits associée aux activités \(CPA\)](#)

[Règlement \(CE\) no 275/2010 de la Commission du 30 mars 2010 portant application du règlement \(CE\) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les critères d'évaluation de la qualité des statistiques structurelles sur les entreprises](#)

[Règlement \(CE\) N° 97/2009 de la Commission du 2 février 2009 portant application du règlement \(CE\) no 295/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises, en ce qui concerne l'utilisation du module flexible](#)

[Règlement \(CE\) no 716/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères](#)

[Règlement \(CE\) no 747/2008 de la Commission du 30 juillet 2008 portant modification du règlement \(CE\) no 716/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères, en ce qui concerne les définitions des caractéristiques et la mise en œuvre de la NACE Rév. 2](#)

[Règlement \(CE\) no 364/2008 de la Commission du 23 avril 2008 portant application du règlement \(CE\) no 716/2007 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le format technique de transmission des statistiques sur les filiales étrangères et les dérogations \[...\]](#)

6.2.2 Cadre légal ayant un effet indirect sur les SSE

[Règlement \(CEE\) N° 696/93 du Conseil du 15 mars 1993 relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté](#)

[Règlement \(CE\) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2](#)

[Règlement \(CE\) N° 451/2008 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant une nouvelle classification statistique des produits associée aux activités \(CPA\) \[...\]](#)